



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

Distr. générale

ECA/SRO-NA/ICE/31/6  
4 mars 2016

Original : français

---

Trente-et-unième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE)

Rabat (Maroc)

1- 4 mars 2016

## **Rapport**



## Table des matières

I. Organisation et participation .....	1
II. Ouverture de la réunion .....	3
III. Election du Bureau .....	6
IV. Adoption de l'ordre du jour et du programme des travaux .....	6
V. Profil regional Afrique du Nord 2015-2016 .....	6
VI. Session speciale : « l'économie verte, une voie pour l'acceleration industrielle en Afrique du Nord » .....	10
VII. Table ronde/ réunion ad-hoc d'experts : « <i>l'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la zone de libre echange continentale et des mega-accords commerciaux</i> » .....	13
VIII. Rapport sur les agendas regionaux et internationaux et autres initiatives speciales en Afrique du Nord .....	14
IX. Rapport d'activités du Bureau et programme d'activités 2015 : questions statutaires .....	18
X. Examen et approbation des recommandations de la table ronde/réunion ad hoc d'experts .....	20
XI. Examen et adoption du rapport de la 31 <sup>ème</sup> réunion du CIE .....	20
XII. Date et lieu de la 32 <sup>ème</sup> réunion du CIE .....	20
XIII. Questions diverses .....	21
XIV. Clôture de la réunion .....	21
Annexe I : Recommandations de la 31 <sup>ème</sup> reunion du comite inter-gouvernemental d'experts .....	23
Annexe II : Recommandations de la réunion ad-hoc d'experts .....	25
Annexe III : Ordre du jour .....	28
Annexe IV : Liste des participants .....	28
Annexe V : Motion de remerciements .....	38



## I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La 31<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies – Bureau pour l'Afrique du Nord (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 1<sup>er</sup> au 4 mars 2016. La cérémonie d'ouverture a été présidée par son Excellence Mme Hakima El Haïté, Ministre Déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargée de l'Environnement du Royaume du Maroc, en présence de M. Habib Ben Yahia, Secrétaire General de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), et de Mme Zakia EL Midaoui, Directrice de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc. M. Mohamed Benayad, Secrétaire Général du Ministère délégué, chargé du Commerce Extérieur, a également honoré de sa présence l'ouverture des travaux de la réunion ad 'hoc d'expert sur l'industrialisation par le commerce dans le contexte des accords continentaux de libre échange et des méga-accords.

2. Les représentants des sept Etats membres (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ont participé à la réunion.

3. Etaient également représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Système des Nations Unies
  - CNUCED
  - ONUDI
  - OMC
  - UNHCR
  - CEPAL
  - CESA
  - UNECLAC
  - UNECA :
    - ✓ Centre Africain pour la Politique en Matière de Climat (CAPC)
    - ✓ Division des Politiques Sociales (SDPD)
    - ✓ Division de la planification stratégique et de la qualité opérationnelle (SPOQD)
    - ✓ Division des Politiques Macro-économiques (MPD)
    - ✓ Division de l'Intégration Régionale et du Commerce (RITD)
    - ✓ Division du Renforcement des Capacités (CDD)
    - ✓ Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP)
- Communauté Economique Régionale
  - Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
- Organisations Internationales et Régionales :
  - Délégation de l'Union européenne au Maroc
  - Agence Japonaise de coopération internationale (JICA)
  - Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO)
  - Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)
  - Centre Africain de Formation et de Recherche Administrative pour le Développement (CAFRAD)
  - Association des Organisations Africaines de Promotion Commerciale (AOAPC)

- Corps diplomatique
  - Ambassade d’Algérie
  - Ambassade de Tunisie
  - Ambassade de la République du Soudan
  - Ambassade de la République du Bénin
  - Ambassade du Burundi
  - Ambassade du Canada
  - Ambassade de la République du Congo
  - Ambassade de la République Démocratique du Congo
  - Ambassade de Djibouti
  - Ambassade de France
  - Ambassade de la République de Gabon
  - Ambassade du Ghana
  - Nonciature apostolique du Saint Siège
  - Ambassade de la République Socialiste du Vietnam
- Institutions publiques :
  - Institut Royal des Etudes Stratégiques – IRES, Maroc
  - Haut Commissariat au Plan - HCP, Maroc
  - Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification, Maroc
  - Agence pour le Développement des Energies Renouvelable et l’Efficacité Energétique (DEREE)
  - Maroc Export
  - Bank Al Maghrib, Maroc
  - Centre Africain pour le Commerce, l’Intégration et le Développement (CACID), Sénégal
  - Centre Technique des Industries Mécaniques et Electriques- CETIME, Tunisie
  - Summit Alliances International
- Universités :
  - Université de Lille
  - Institut Supérieur International de Tourisme de Tanger
  - Institut des Etudes Africaines
  - Université Mohammed V, Rabat
  - Université d’Oran, Algérie
  - Tunis Business School, Université de Tunis
  - Université d’Abomey-Calavi, Bénin
- Organisations de la société civile
  - UTICA

4. La liste détaillée des participants figure en annexe du rapport.

## II. OUVERTURE DE LA REUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

5. Dans son allocution d'ouverture, le Directeur par intérim du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, M. Nassim Oulmane, a souhaité la bienvenue aux participants à la 31<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) et a rappelé que cette cérémonie d'ouverture est une occasion propice pour présenter les remerciements du Bureau à l'endroit de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au gouvernement et au peuple du Royaume du Maroc pour l'appui constant apporté à l'action de la CEA dans l'intérêt et le développement du Continent africain ainsi que pour l'hospitalité et l'accueil réservé aux participants.

6. Par la suite, le Directeur a rappelé qu'en dépit d'un contexte international défavorable avec un déclin de la croissance du PIB mondial, passant de 2,6% en 2014 à 2,4% en 2015, dû au ralentissement de la croissance des BRICS, l'Afrique a relativement bien résisté, avec un léger ralentissement de la croissance, de 3,9% en 2014 à 3,7% en 2015. Le continent a en effet bénéficié de la baisse des coûts des facteurs de production, de l'augmentation de la consommation interne - avec une classe moyenne de plus de 370 millions d'individus en 2014 et une augmentation de l'investissement. Avec une légère remontée du cours des matières premières en 2016, la croissance pourrait s'établir à près de 4,3% à l'échelle continentale.

7. Il a aussi souligné qu'au niveau régional, la croissance moyenne est restée bloquée aux alentours de 2,5% entre 2011 et 2014 en Afrique du Nord en raison de la baisse des prix des matières premières dans les économies à fortes industries extractives (Algérie et Mauritanie), ou la chute des recettes touristiques face au contexte sécuritaire défavorable en Egypte et en Tunisie. Par contre, hors Libye, la croissance a atteint 3,9% en 2015, soit son niveau d'avant 2011.

8. Par ailleurs, le Directeur a abordé les enjeux et objectifs du CIE de cette année, en lien avec la COP22 et l'Agenda 2030 à l'heure où les effets des changements climatiques au Maroc ou encore la montée des eaux de la mer dans les zones agricoles en Egypte révèlent la gravité de la situation et la nécessité d'agir pour préserver les générations futures. Il a par la suite rappelé que l'urgence, pour l'Afrique du Nord, va bien au-delà de la conjoncture économique ou du contexte politico-sécuritaire. Cette sous-région utilise aujourd'hui près de 80% de ses ressources en eau contre seulement 3% pour l'ensemble du continent africain et 8,8% dans le reste du monde.

9. L'Accord de Paris, qui devrait être signé le 22 avril prochain, formalise l'engagement des pays à s'orienter vers des économies à faible émission en carbone. Dans quelques mois, la COP22, qui se déroulera à Marrakech du 7 au 18 novembre prochain, mettra l'accent sur l'application des engagements qui auront été pris, en particulier en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre et de renforcement de la résistance aux chocs climatiques. En effet, l'accord reconnaît la nécessité de prendre en considération les besoins d'adaptation exprimés par les pays.

10. Le Directeur s'est félicité de la présence de l'Envoyée Spéciale pour le Climat de la COP 22, en la personne de Mme la Ministre El Haité, en vue de partager l'analyse des enjeux de cette importante conférence mondiale. Il a souligné par ailleurs l'importance de l'industrialisation pour le développement de l'Afrique du Nord, ainsi que la préservation des ressources, et le respect des droits des générations futures.

11. A l'occasion de ce Comité Intergouvernemental d'Experts, le Directeur a invité les participants à examiner les méthodes à même de générer des emplois durables, notamment pour les jeunes et les femmes qui sont les premières victimes du chômage, réduire la

pauvreté, les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie des populations. Autant d'objectifs qui nécessiteront la mise en place de synergies fortes entre les stratégies et programmes nationaux, notamment en matière de formation des ressources humaines, d'emploi, d'innovation, de commerce et de partenariats publics privés.

12. Il a aussi informé les participants que la prochaine édition du Rapport Economique sur l'Afrique de la CEA traitera de la manière de parvenir à une industrialisation « verte » de l'Afrique. Ce rapport, qui sera lancé dans un mois, évaluera les modèles actuels de développement industriel et analysera les options de politiques et les mesures nécessaires pour faire du secteur industriel un moteur du processus de transformation vers une croissance verte inclusive, en se basant sur les avantages comparatifs du continent. Au-delà de son impact positif sur les économies, la résolution de ces différentes problématiques est en synergie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adoptés fin 2015 par les Etats membres des Nations Unies pour mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités et notamment lutter contre le changement climatique.

13. Sur le plan intergouvernemental, il a rappelé que les pays devraient incessamment s'accorder sur les indicateurs des objectifs du développement durable à l'occasion de la 47<sup>ème</sup> Session de la Commission de Statistiques des Nations Unies, et devrait commencer à aligner leurs politiques sur le nouvel agenda de développement en préparation pour le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, prévu en juillet prochain à New-York.

14. Avant de clore son allocution, le Directeur a donné un aperçu de l'organisation de la 31<sup>ème</sup> session du CIE ainsi que les rapports qui y seront présentés, en vue de les enrichir et valider lors des délibérations et qui feront l'objet d'un rapport qui sera transmis à son organe délibérant.

15. Il a également introduit les travaux de la réunion du groupe ad-hoc d'experts sur « *L'Industrialisation par le commerce en Afrique du Nord, dans le contexte de la Zone de Libre Echange Continentale et des méga-accords commerciaux* », visant à identifier les conditions nécessaires pour faire de la libéralisation du commerce un levier de l'industrialisation et de la transformation structurelle des économies de la sous-région.

16. Le Directeur a ensuite réitéré de nouveau, au nom des participants, et au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA ainsi qu'à son nom personnel, sa sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour l'intérêt porté aux activités du Bureau de la CEA, pour leur sollicitude à son égard, ainsi que la qualité de l'accueil qui est toujours réservé aux participants des pays de la sous-région.

17. Au terme de son allocution, le Directeur du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a renouvelé ses remerciements à tous les participants et souhaité plein succès aux travaux de la 31<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

18. Prenant la parole, le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahia a remercié et félicité la CEA pour l'organisation de cette réunion qui avec le temps s'est imposée comme un exercice de réflexion incontournable sur les questions relatives au développement de l'Afrique du Nord, et qui réunit des experts internationaux de haut niveau. Il a rappelé l'excellence des relations existantes entre le Secrétariat Général de l'UMA et la CEA et plus spécialement son Bureau pour l'Afrique du Nord. Il a également souligné que la CEA a constamment soutenu l'UMA dans sa démarche visant à renforcer et à améliorer les mécanismes de l'intégration régionale, et ce depuis 1994.



19. Il a ensuite ajouté que le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et le Secrétariat Général de l'UMA forment actuellement un binôme inséparable qui s'enrichit mutuellement et en permanence grâce à la coopération interinstitutionnelle et à l'interaction sur plusieurs domaines et sujets du développement et de l'intégration régionale. Il a aussi rappelé aux participants l'importance du sujet traité cette année par la 31<sup>ème</sup> session du CIE qui reste d'actualité puisque le commerce extérieur, dans un monde de plus en plus globalisé, est indissociable de la politique économique générale vu son interaction avec la compétitivité, la politique industrielle, les infrastructures, le climat des affaires, etc.

20. M. Habib Ben Yahia a informé les participants du lancement officiel des activités de la Banque Maghrébine pour le Commerce Extérieur et l'Investissement le 22 décembre 2015 à Tunis suite à la réunion de l'Assemblée Générale qui a par la même occasion désigné le Directeur et le Directeur adjoint ainsi que les membres du Conseil d'Administration, tout en signifiant son optimisme à ce que l'avènement de cette Banque puisse stimuler le commerce intra-maghrébin et l'investissement productif de la sous-région.

21. Le Secrétaire Général de l'UMA a aussi fait rappeler que pour réaliser un développement constant et inclusif, il y a nécessité de combiner deux éléments essentiels : (i) – le développement des infrastructures et (ii) – l'approfondissement du processus d'intégration, conditions qui permettront à l'Afrique y compris le Maghreb d'émerger et de réduire sa dépendance externe des prix des produits et matières premières exportés.

22. Avant de conclure son intervention, Monsieur Habib Ben Yahia a indiqué que les négociations ont déjà démarré pour la mise en place de la Zone de Libre Echange Continentale africaine durant l'année 2017 avec la participation active du Secrétariat Général de l'UMA aux travaux et le support et l'assistance technique de la CEA, un accord général de libre échange au niveau continental sera signé au court de l'année 2017.

23. Enfin, le Secrétaire Général de l'UMA a renouvelé ses remerciements au Bureau et aux participants des pays de la sous-région, et souhaité plein succès aux travaux de la 31<sup>ème</sup> réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

24. Prenant à son tour la parole, S.E. Mme Hakima El Haïté, Ministre Déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargée de l'Environnement du Royaume du Maroc a tout d'abord remercié le Directeur du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord de l'avoir associée et invitée à cette importante réunion du CIE dans sa 31<sup>ème</sup> session, ainsi que M. le Président du bureau sortant du CIE pour son engagement à l'intégration sous régionale et souhaité la bienvenue au Secrétaire Général de l'UMA ainsi qu'aux participants des autres pays membres et les représentants des différentes institutions présentes.

25. Mme la Ministre a par la suite félicité la CEA pour la pertinence du choix du thème de l'atelier sur « *L'Economie Verte, une voie pour l'accélération industrielle en Afrique du Nord* », soulignant que le continent n'a d'autre alternative aujourd'hui que la croissance verte, compte tenu des défis et impacts négatifs du changement climatique sur notre planète, tels que les pertes et dégradations des terres, les catastrophes naturelles, les inondations etc. Elle a souligné l'engagement de l'Afrique, dans son ensemble, à aller graduellement vers une croissance verte sobre en carbone, comme convenu lors de la COP21 de Paris, avec l'espoir d'une réelle transformation structurelle des économies de notre continent.

26. La Ministre a par la suite rappelé les contours généraux de la politique du Royaume du Maroc dès la nouvelle constitution de 2011 qui a mis en place les institutions nationales en charge de la mise en œuvre des politiques environnementales comme la stratégie nationale pour le développement durable du Maroc qui met en exergue la relation d'interdépendance entre l'économie verte et l'accélération industrielle.

27. Mme la Ministre a aussi rappelé l'expérience du Maroc avec certaines politiques sectorielles telles que l'eau, le tourisme et l'énergie entre autres, avec l'inauguration récemment de la centrale solaire Noor de Ouarzazate, et leur impact bénéfique estimé à 2 points sur la croissance du PIB et 250000 postes d'emploi en 2014.

28. Avant de conclure, S.E. Mme la Ministre a rappelé aux participants que le Maroc accueillera en novembre prochain la COP22, fort de la détermination et de l'engagement au plus haut niveau de l'Etat pour un développement propre et durable. Enfin, Mme la Ministre a exprimé son souhait que l'expertise réunie lors de cette rencontre soit à même de partager les expériences afin d'unir les forces et promouvoir des solutions au niveau régional et sous régional.

29. Elle a enfin déclaré ouverte la trente-et-unième réunion du CIE.

### **III. ELECTION DU BUREAU** *(Point 2 de l'ordre du jour)*

30. A la suite d'une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le Bureau suivant :

Président	:	Soudan
Vice-président	:	Maroc
Rapporteur	:	Tunisie

### **IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX** *(Point 3 de l'ordre du jour)*

31. Dans un propos liminaire, le Président du Bureau 2016 du CIE a remercié les membres du Comité pour la confiance placée en son pays et souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Il a félicité le Bureau sortant du CIE et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

32. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'ordre du jour (ECA/SRO-NA/ICE/31/1) et le programme des travaux (ECA/SRO-NA/ICE/31/1/Add.2).

### **V. PROFIL REGIONAL AFRIQUE DU NORD 2015-2016** *(Point 4 de l'ordre du jour)*

33. Le Secrétariat a ensuite exposé les principales conclusions du document intitulé « *Profil régional en Afrique du Nord en 2015* » (ECA/SRO-NA/ICE/31/2). Le rapport y afférant porte sur les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et sociaux, ainsi que les défis auxquels la région est confrontée.

34. Le Secrétariat a saisi l'occasion pour remercier les Etats membres qui ont répondu au questionnaire du Bureau dans le cadre de la préparation du rapport et a plaidé pour la mise en place conjointe de mécanismes plus performants en matière de collecte de données.

35. Le rapport sur le profil régional a été présenté autour des points suivants:

- La conjoncture internationale et régionale ;
- Les performances économiques en Afrique du Nord ;
- Le développement humain et social ;
- Une thématique sur l'état du genre en Afrique du Nord.

36. Le rapport souligne notamment que la croissance du PIB mondial a légèrement baissé, passant de 2,6 % en 2014, à 2,4 % en 2015. Cette baisse a toutefois été atténuée par la bonne tenue de la formation brute de capital fixe et des dépenses de consommation finale des ménages.

37. En Afrique du Nord, les facteurs politiques et sécuritaires continuent de peser sur la croissance, notamment en Tunisie et en Lybie. Après plusieurs années de croissance molle, la croissance est repartie à la hausse en 2015, atteignant 3,8% (contre 2,6% en 2014). Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce rebond : i) le retour à une certaine stabilité politique en Egypte, dont la croissance en 2015 s'est élevée à 4,2%, ii) la résistance de l'économie algérienne (3,8%), iii) une bonne progression du PIB au Maroc (4,4%).

38. Le déficit consolidé de la balance commerciale de la sous-région s'est creusé de -4,9% du PIB en 2014, à -6,2% du PIB en 2015. Cela provient de la dégradation de la situation extérieure de l'Algérie en raison de la chute des prix du pétrole (le déficit du compte courant a atteint -7,7% du PIB en 2015), et du niveau élevé du déficit courant en Mauritanie (-25,8% du PIB en 2015), et du creusement du déficit courant en Egypte (passant de -0,8% en 2014 à -3,4% en 2015). Le Maroc a réduit son déficit de -5,8% en 2014, à -5,3% du PIB en 2015, la Tunisie de -8,9% à -6%, et le Soudan de -8,4% à -6,8%.

39. La sous-région reste encore très tributaire de l'exportation de produits de base (hydrocarbures bruts, phosphates, fer, or, cuivre, produits agricoles) dont la baisse concomitante des cours durant la période sous revue a eu pour conséquence d'affaiblir davantage la position extérieure de la plupart des pays d'Afrique du Nord. En effet, certains pays comme la Mauritanie, la Libye et l'Algérie dépendent quasi-exclusivement des produits de rente pour leurs recettes d'exportation. Pour les économies du Soudan, de l'Algérie et de la Mauritanie, les principaux produits exportés représentent plus de 77% des exportations totales.

40. Cette situation pose avec acuité la nécessité de la mise en place de politiques industrielles, notamment de valorisation des produits de base, permettant de stimuler l'emploi et les revenus et de renforcer la création de richesse. Il convient à ce titre de viser des activités et produits à plus forte valeur ajoutée permettant aux industries d'occuper des positionnements compétitifs durables. Ces politiques industrielles gagneraient également à s'inscrire dans le cadre de chaînes de valeurs régionales induisant et bénéficiant des effets d'une plus forte intégration industrielle régionale.

41. La forte exposition des finances publiques aux chocs externes se traduit par des incertitudes élevées en matière d'investissement en faveur du développement. Cette vulnérabilité peut être réduite d'abord en réformant la fiscalité pour découpler dans la structure budgétaire des Etats, les dépenses ordinaires des recettes d'exportation des matières premières. Pour la majorité des pays de la région, le budget de l'Etat dépend d'un nombre limité de secteurs et de ressources volatiles. Des progrès ont été accomplis pour améliorer la gestion des finances publiques et diversifier les ressources, notamment fiscales, mais beaucoup reste encore à faire. Le poids des recettes fiscales dans le PIB est d'environ 19% dans tous les pays, à l'exception du Soudan (7,3%).

42. Il paraît nécessaire d'augmenter la part du financement privé dans les investissements, de mobiliser l'épargne et de développer les services financiers qui dirigeraient cette épargne vers les investissements productifs. L'amélioration significative du climat des affaires permettrait assurément de dynamiser ce processus.

43. L'année 2015 a constitué un tournant dans l'agenda de développement mondial du fait qu'elle a connu l'aboutissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et qu'elle a conduit à l'adoption d'un programme de développement pour l'après-2015. Il s'agit d'un programme ambitieux de long-terme visant l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que la protection de la planète des changements climatiques.

44. L'évaluation des agrégats sociaux fait ressortir les progrès considérables accomplis par les pays d'Afrique du Nord vers la réalisation des OMD et souligne en particulier les efforts qui ont permis d'atteindre plusieurs objectifs dont ceux relatifs à la réduction de la pauvreté, à la santé et à l'éducation.

45. Cependant, de nombreux défis perdurent en raison du modèle et du cadre de référence de mesure du développement. La cible de l'OMD 1 : *« Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif »* n'a été atteinte par aucun des pays, et ce malgré un taux de croissance soutenu avant les crises économiques et politiques, mais qui n'aura pas été suffisant pour permettre une amélioration significative de l'emploi.

46. Ainsi, le taux de chômage reste structurellement élevé avec une moyenne régionale de 11,5% en 2014. La région présente également le taux de participation au marché de l'emploi le plus faible (43,1%) comparativement à la moyenne mondiale (54,8%), aux pays de l'OCDE (60%) ou à l'Afrique Subsaharienne (65,4%). La situation est encore plus préoccupante en ce qui concerne les femmes et les jeunes. La pleine participation économique et politique des femmes et des jeunes est une condition nécessaire dans le cadre d'un modèle de développement beaucoup plus dynamique, inclusif et soutenable.

47. Le rapport note par ailleurs que les progrès sociaux enregistrés au niveau national masquent des inégalités entre les régions d'un même pays. Le problème de la répartition équitable des bénéfices de la croissance persiste au niveau des territoires. Les différences de développement entre les régions riches, souvent métropolitaines et centrales, qui concentrent les activités économiques, et les régions pauvres, en général périphériques et rurales, sont telles qu'elles posent légitimement les limites du modèle de développement adopté.

48. Dans sa présentation des profils pays, le Secrétariat a expliqué que ces derniers constituent un nouvel outil de dialogue dynamique avec les Etats membres. La production de ces profils pays fait suite à une résolution de la Conférence des ministres en charge de la planification et du développement économique de la CEA qui s'est tenue à Abuja, Nigeria, en mars 2014. Cette initiative résulte de la réorientation stratégique du mandat de la CEA en faveur de l'accompagnement des Etats membres dans leurs efforts de transformation structurelle de leurs économies.

49. Le Secrétariat a présenté le contenu et le format des Profils pays réalisés en 2014 et 2015 : (i) analyses thématiques; (ii) structure; (iii) difficultés rencontrées, notamment en matière de disponibilité et d'accès à l'information et (iv) données nécessaires à l'amélioration de la production des profils pays.

50. Le Secrétariat a rappelé que les profils pays constituent un nouvel outil de dialogue interactif avec les Etats membres afin de les accompagner dans leurs efforts de transformation structurelle de leurs économies. Ainsi, les Profils pays produits au cours des années 2014 et 2015 ont abordé des thématiques diverses dont l'économie verte, les coûts liés à la stratégie de lutte contre la pauvreté, les réformes structurelles relatives aux politiques d'assistance sociale, l'exclusion humaine et la soutenabilité des finances publiques. Il a rappelé que la structure et le format des Profils pays précédemment présentés lors de la 29<sup>ème</sup> Session du CIE de 2014 ont été améliorés, tout comme le processus de collecte de données.

51. Le Secrétariat a insisté sur la nécessité d'un partenariat avec les différentes institutions produisant des statistiques au sein des Pays Membres, sur la base d'un engagement formel de coopération et d'échange de données, tel qu'affirmé par la résolution de la Conférence des Ministres tenue à Abuja (Nigeria). Il a aussi rappelé que la CEA travaille en partenariat avec les CERs et d'autres institutions des Nations Unies pour la collecte de données et la préparation de ces profils pays. Cependant, un certain nombre de défis demeurent. Il s'agit entre autres :

- De l'absence de données désagrégées, comme le recommande le modèle de données des Profils de pays, en particulier pour le secteur social ;
- De données qui ne sont pas régulièrement mises à jour par les différentes institutions/administrations nationales ;
- Du besoin de disposer de données trimestrielles pour les indicateurs de performance économique ;
- De l'implication des Etats membres dans l'identification des thématiques à traiter dans les Profils de pays de 2016 sur la base des défis et priorités des pays et de leur coopération effective, notamment pour l'accès aux informations et données nécessaires.

52. A la suite des exposés du Secrétariat, le représentant du Soudan, en qualité de Président du Bureau de la 31<sup>ème</sup> Session du CIE, a partagé avec les experts les résultats d'une étude sur le thème : « *Commerce, industrialisation et croissance économique en Afrique du Nord* ». Il a souligné que l'étude a examiné le rôle du commerce en tant que moteur de la croissance économique dans un cadre analytique des stratégies industrielles. L'étude examine notamment l'impact des stratégies de substitution des importations et de promotion des exportations sur la croissance, ainsi que le lien entre commerce et industrialisation, au travers des expériences de la région Afrique du Nord. Il a terminé sa présentation en recommandant l'établissement d'une Communauté Economique pour l'Afrique du Nord (CEA-AN) afin d'améliorer le commerce et la croissance économique.

53. Au terme des présentations, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a présenté des remarques sur la pertinence et la fiabilité des données statistiques, ainsi que sur la nécessité de travailler davantage avec les pays afin de mettre à jour les données statistiques disponibles.

54. Le Comité a noté avec satisfaction les progrès réalisés par l'Afrique du Nord en matière de performance économique et d'échanges intra régionaux, et a estimé nécessaire une analyse plus approfondie des systèmes fiscaux. Il a également souligné la nécessité d'examiner les questions relatives au financement du développement.

55. Le Comité a noté que les évolutions des indicateurs économiques et sociaux suggèrent que la transformation structurelle est en marche en Afrique du Nord, mais à un rythme moindre que dans d'autres régions du Continent. Le Comité a estimé que le profil régional devrait intégrer des comparaisons de l'Afrique du Nord avec d'autres zones géographiques, pour une meilleure appréciation des indicateurs socio-économiques.

56. Le Comité a enfin observé que les recommandations faites par le rapport du Secrétariat et l'étude présentée par le représentant du Soudan n'ont pas toujours tenu compte des spécificités de chaque pays, notamment relativement au degré de diversification de leurs économies.

57. Concernant les profils pays, le comité a fortement appuyé la requête du Bureau de mettre en place, avec les Etats Membres, un dispositif soutenable de collecte de données qui assure des profils pays de qualité, produits avec des données harmonisées.

58. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

## **VI. SESSION SPECIALE : « L'ECONOMIE VERTE, UNE VOIE POUR L'ACCELERATION INDUSTRIELLE EN AFRIQUE DU NORD »** *(Point 5 de l'ordre du jour)*

59. La session avait pour objectif principal un échange de connaissances et d'expériences sur l'économie verte et sa relation avec la transformation industrielle. Elle devait également favoriser une meilleure compréhension du rôle des entreprises dans la transition vers une économie verte en Afrique du Nord et émettre des recommandations visant à adapter les politiques industrielles et à encourager le développement des entreprises vertes, notamment des PME.

60. Plus spécifiquement, la session a tenté de répondre aux questions suivantes :

- Comment créer un environnement favorable permettant aux entreprises du secteur de l'industrie et, plus particulièrement les PME, de tirer le meilleur parti du potentiel de l'économie verte ?
- Quels sont les obstacles au développement du capital humain, de la technologie et de l'innovation - éléments essentiels d'une transformation industrielle réussie- en Afrique du Nord ?
- Comment les décideurs devraient-ils concevoir les politiques industrielles pour tenir compte des défis environnementaux et des engagements pris en matière de lutte contre le changement climatique et de mise en œuvre des nouveaux objectifs de développement durable ?
- Quels instruments de politique peuvent servir à accroître la mobilisation des ressources financières publiques et privées intérieures, y compris la contribution du secteur financier, au profit du financement de l'industrialisation verte ?
- Comment les pays de la région peuvent-ils mettre à contribution la coopération Sud-Sud pour promouvoir le développement d'une industrie verte ?

- **Industrie et économie verte en Afrique du Nord: le point de vue des entreprises**

61. Le Secrétariat a présenté les principales conclusions de la publication intitulée « *Industrie et économie verte en Afrique du Nord : enjeux, pratiques et enseignements* ». Le rapport examine le point de vue des entreprises sur la question de l'économie verte, leur compréhension des enjeux et des opportunités, les pratiques mises en œuvre pour intégrer les défis environnementaux et sociaux dans leurs stratégies et leurs activités. Il souligne également les contraintes et les attentes des entreprises en termes de réformes des politiques publiques.

62. La publication a été élaborée à partir des résultats d'une enquête menée par le Bureau Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique auprès de 200 entreprises opérant dans différents secteurs, dans quatre pays d'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie). Les données ainsi recueillies ont été complétées par un travail de recherche, des entretiens avec certaines organisations patronales ainsi que par les résultats de la réunion d'experts organisée en 2015 à Rabat. L'enquête auprès des entreprises du secteur de l'industrie a révélé une prise de conscience réelle des potentialités offertes par l'économie verte ainsi qu'une progression de l'engagement des grandes entreprises en faveur de la responsabilité sociétale de l'entreprise. Les bonnes pratiques développées par ces entreprises portent notamment sur la mise en place de systèmes de gestion environnementale, la réduction de la consommation énergétique, le traitement des eaux usées, la valorisation des déchets, la création d'unités de recherche et l'établissement de partenariats avec les universités et centres de recherche, l'adoption de plans de formation, ou encore la publication de rapports sur le développement durable.

63. Les PME, qui constituent l'essentiel du tissu industriel, sont confrontées à d'importants goulots d'étranglement internes (faibles capacités de financement et d'accès aux technologies, expertise limitée, exigüité du marché national, réglementations insuffisantes) qui freinent leur implication. Aussi, les dispositifs publics de soutien aux PME devront-ils être revus, adaptés et élargis dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant qui les encouragent à se conformer aux règles et législations environnementales et à investir dans les technologies de production propre. Aujourd'hui, les actions de sensibilisation et d'accompagnement des entreprises dans le domaine de la RSE ne sont ni suffisantes ni structurées. Les entreprises consultées citent, parmi les principaux enjeux environnementaux auxquels elles sont confrontées, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la réduction et la valorisation des déchets, le traitement et le recyclage des eaux usées ainsi que la prévention des pollutions. L'utilisation rationnelle de l'eau et le développement des énergies renouvelables ont été considérées comme des priorités moyennes du fait respectivement de la tarification inadaptée de l'eau (qui ne favorise pas son économie) et du faible accès aux solutions technologiques dans le domaine des énergies renouvelables. La réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ne semble pas constituer une priorité aux yeux des entreprises consultées, ce qui dénote d'une faible compréhension du risque climatique.

64. La politique environnementale des entreprises est principalement guidée par le respect de la réglementation (internationale et/ou nationale), le souci de réduire la facture énergétique et les coûts de production, le renforcement de l'image de marque de l'entreprise et la prise en compte de la concurrence internationale, dans un contexte de mondialisation du commerce (exigences des marchés européens notamment).

65. Au-delà de la réglementation, le contexte sectoriel, l'accroissement du marché et les dispositifs publics d'appui technique et financier, jouent un rôle important dans la promotion de l'économie verte et la création d'un nouveau tissu de PME éco-innovantes.

Une majorité d'entreprises pensent que l'économie verte se développera dans les prochaines années du fait des perspectives d'évolution du marché mondial des technologies et des produits verts. Elles soulignent cependant les incertitudes liées au développement des marchés nationaux, encore peu matures et le manque d'incitations publiques pour supporter les coûts supplémentaires liés à l'économie verte. L'évolution de la demande interne des consommateurs et des clients n'est pas suffisamment visible et significative pour être prise en considération. Parmi les contraintes évoquées, on citera des capacités de financement limitées, une expertise insuffisante, un accès limité aux technologies, des systèmes d'innovation peu performants et l'exiguïté du marché national. Même si l'enquête n'a pas permis d'obtenir des informations sur les investissements réalisés par les entreprises, elle a toutefois mis en exergue la faiblesse des financements des entreprises dans les domaines de la R&D et de la formation.

66. Enfin, la dimension sociale de l'économie verte est peu appréhendée par les PME. Celle-ci ne doit pas se limiter à la question de l'emploi mais doit intégrer les autres défis que sont la réduction de la pauvreté et des inégalités, en accordant plus d'attention aux populations rurales dont les conditions de vie sont tributaires des ressources naturelles, aux femmes et aux jeunes. Ce sont généralement les grandes entreprises qui investissent dans le développement local et l'appui aux communautés.

#### **- Verdir l'industrie en Afrique**

67. La forte croissance économique observée au cours des dernières années en Afrique ne s'est pas traduite par une transformation économique et sociale, le Continent restant pour l'essentiel très dépendant des produits de base, avec une persistance de la pauvreté, de fortes inégalités et la prédominance d'un secteur informel en termes d'opportunités d'emploi. La volatilité des cours des ressources naturelles et des matières premières agricoles en particulier continue d'affecter les programmes économiques et budgétaires de nombreux pays, fortement tributaires de ces produits.

68. Le ralentissement de l'économie mondiale observé au cours de l'année précédente, la sécheresse qui a sévi dans certaines parties du Continent ainsi que les problèmes de sécurité liés à l'instabilité politique dans un certain nombre de pays ont par ailleurs contribué à tirer vers la baisse la croissance économique du Continent, marquant une performance modeste en 2015.

69. Les économies africaines font face à des risques qui nécessitent une attention particulière des décideurs politiques, appelant à une refonte de la stratégie de développement du Continent. En dépit d'une croissance économique régulière depuis une décennie, le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté absolue a augmenté, l'inégalité reste un enjeu majeur et l'impact en termes d'emploi reste limité. La dite croissance reste essentiellement tirée par l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables, avec une transformation induisant une valeur ajoutée réduite.

70. La vulnérabilité macroéconomique, l'inégalité sociale et la prédominance des ressources naturelles dans l'économie montrent que l'industrialisation est essentielle pour la transformation structurelle, la création d'emplois et l'augmentation des revenus. Pour leur efficacité à long terme, les efforts pour l'industrialisation et la transformation structurelle ainsi que la formulation de réponses pérennes aux besoins énergétiques devront s'inscrire dans une stratégie de croissance verte.



71. Une économie verte offre des perspectives d'amélioration du bien-être et de l'équité sociale, tout en réduisant considérablement les risques environnementaux. Elle intègre les politiques économiques, sociales et environnementales et se concentre sur les nouvelles possibilités de croissance économique qui réduisent la pression sur le capital naturel. Une voie de la croissance verte peut positionner le développement de l'Afrique sur une base plus solide et durable.

72. Les discussions ont permis de clarifier des aspects essentiels relatifs aux concepts de l'économie et de l'industrie vertes et leur relation avec la transformation structurelle des économies.

73. Certaines interventions plaidant en faveur d'une priorité à accorder à la croissance économique et d'une intégration plutôt progressive des exigences environnementales - souvent perçues comme une contrainte à la compétitivité des entreprises, particulièrement pour les PME, ont montré qu'il existe encore un besoin de communiquer davantage et de vulgariser le concept d'économie verte, les bonnes pratiques développées par les pays, ainsi que les objectifs nationaux fixés en la matière.

74. La transition vers l'économie verte doit tenir compte des spécificités des pays. Elle passe par la mise en place d'une approche holistique (intégration des politiques macroéconomiques, industrielles, commerciales) et de politiques publiques en faveur de l'offre et de la demande (mesures incitatives et stratégie de changement des comportements).

75. Les intervenants ont mis l'accent sur le rôle précurseur et le leadership de l'Etat pour encourager les investissements verts et ont souligné les besoins en matière de renforcement des compétences et de financement, ainsi que la nécessité de développer les partenariats publics-privés. Un renforcement de la coopération régionale a été également reconnu comme indispensable pour partager les expériences et exploiter au mieux les opportunités de l'économie verte.

76. L'industrie verte doit être développée dans le contexte de la croissance inclusive, en accordant une attention particulière à l'impact des politiques industrielles sur l'environnement, l'emploi, la croissance et le commerce.

## **VII. TABLE RONDE/ REUNION AD-HOC D'EXPERTS :**

### **« L'INDUSTRIALISATION PAR LE COMMERCE EN AFRIQUE DU NORD DANS LE CONTEXTE DE LA ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE ET DES MEGA-ACCORDS COMMERCIAUX » (Point 6 de l'ordre du jour)**

77. Le Président de séance a rappelé que le choix du thème de la réunion ad-hoc d'experts sur « *L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la Zone de Libre Echange Continentale et des méga-accords commerciaux* » s'inscrit dans la continuité et l'approfondissement des thématiques relatives à la diversification pour la transformation structurelle des économies de la région. Cette réunion d'experts avait pour objectif de formuler, à partir d'une lecture théorique mais également empirique des évolutions récentes des processus et tentatives d'industrialisation dans la sous-région, un plaidoyer solide pour la promotion des échanges commerciaux entre les pays membres comme cadre idoine de changement structurel.

78. Les travaux de la réunion se sont déroulés en plénières autour de cinq sessions : i) Les méga-accords et la dynamique continentale ; ii) Les enseignements tirés des expériences internationales ; iii) Quelle politique commerciale pour l'industrialisation ? iv) Quelle

politique industrielle ? et v) Le rôle de l'intégration régionale. Les débats qui ont suivi les différentes sessions ont relevé la qualité des présentations et la richesse des propositions de politiques publiques émanant à la fois des experts invités mais également des représentants gouvernementaux.

79. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé des recommandations additionnelles qui seront consignées en annexe du rapport.

### **VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET AUTRES INITIATIVES SPECIALES EN AFRIQUE DU NORD** (*Point 7 de l'ordre du jour*)

80. Le Secrétariat a rappelé la finalité du rapport relatif à la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord. Il s'agit d'accompagner les Etats dans le suivi des progrès réalisés au regard des engagements mondiaux et régionaux et de s'assurer de la prise en compte des priorités de la sous-région dans les processus de négociation au niveau international et régional. A ce titre, le rapport a fait le point sur les évolutions enregistrées en 2015 autour des axes majeurs que sont l'Agenda 2030 pour le développement durable, le Programme d'Action d'Addis-Abeba pour le financement du développement, la Conférence de Paris sur le climat (COP21), les résultats de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW), la revue 2015 du programme « ICT4All » et le suivi du Sommet Mondial pour la Société de l'Information (MSI), et enfin la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce.

#### **a) Le programme 2030 pour le développement durable : « Transformer notre monde »**

81. Le Programme 2030 pour le développement durable a été adopté par 193 Etats le 25 septembre 2015 lors du Sommet spécial des Nations Unies. Cette adoption fait suite à un processus consultatif qui a duré trois ans. Des consultations ont été menées dans plus de 100 pays et plus de huit millions de personnes ont pris part à une enquête à travers laquelle elles ont pu exprimer leurs besoins et leurs priorités. Le programme se compose d'une Déclaration, d'un ensemble ambitieux de 17 Objectifs de développement durable universels (ODD) déclinés en 169 cibles, d'une section sur les moyens d'application et le renouvellement du partenariat mondial ainsi que d'un cadre d'examen et suivi.

82. La Commission Economique pour l'Afrique, en collaboration avec les autres partenaires de développement s'est engagée à apporter un soutien à ses Etats membres pour adapter et moderniser les systèmes nationaux d'information existants, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030 pour le développement durable.

#### **b) Le Programme d'Action d'Addis-Abeba pour le financement du développement**

83. La troisième Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement s'est tenue du 13 au 16 juillet 2015 à Addis-Abeba. Lors de cette conférence les pays se sont mis d'accord sur une série de mesures pour réformer les pratiques financières mondiales et générer des investissements nécessaires pour faire face aux défis économiques, sociaux et environnementaux.

84. L'accord Programme d'action d'Addis-Abeba est la base pour le financement de la mise en œuvre du Programme mondial du développement durable. Les 193 États Membres des Nations Unies participant à la Conférence, ont conclu cet accord après plusieurs mois de négociations. Le Partenariat mondial qui vise à favoriser la prospérité économique, inclusive et universelle et améliorer le bien-être des populations tout en protégeant l'environnement, s'en trouve renforcé grâce à cet accord. Le résultat de la Conférence constitue une base solide pour les pays afin de financer le Programme de développement durable adopté à New York, en septembre 2015.

**c) La Conférence de Paris sur le climat (COP21), Paris (France)**

85. La Conférence de Paris sur le climat (COP21) qui s'est déroulé du 30 novembre au 12 décembre a abouti à l'adoption, par 195 pays, d'un accord universel juridiquement contraignant sur le climat. Cet accord devra obtenir la ratification de 55 pays, représentant au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre, pour entrer en vigueur, dès 2020. Il vise un monde sans carbone entre 2050 et 2100. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat a été mandaté pour présenter en 2018 un rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels.

86. Le continent africain, responsable seulement de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), sera pourtant l'une des régions le plus durement touchées par les effets du changement climatique qui altèrent d'ores et déjà le PIB de l'Afrique de 1,4%. Les coûts induits par l'adaptation au changement climatique devraient par ailleurs atteindre 3% du PIB par an en 2030, voire 7% par an d'ici à 2100 si le scénario de réchauffement atteint les 4°C.

87. Malgré un important potentiel de développement des énergies renouvelables, la capacité actuelle totale de production d'électricité de l'Afrique serait de 150 gigawatts et *« plus de 600 millions de personnes sur le continent n'auraient pas accès à l'électricité »*. Ces dernières années, d'importants programmes de développement des énergies renouvelables ont été développés. Il est prévu que la prochaine Conférence mondiale sur le climat (COP22) se tiendra du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech, au Royaume du Maroc.

**d) La Commission des Nations Unies de la condition de la femme 2015**

88. La CEA a apporté son appui aux pays de la région en amont des travaux de la 59<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW59), marquée cette année par la célébration du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Ceci a aidé les pays de la région Afrique du Nord à optimiser leur participation à cette conférence qui permet de sensibiliser davantage les différents acteurs et susciter leur engagement en faveur de la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes.

89. Le *« Rapport du Secrétaire Général sur Beijing +20 »* paru à cette occasion, note que des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines tels que l'éducation des filles, la révision de certaines lois discriminatoires et l'adoption d'une législation visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. Par ailleurs, la participation des femmes au marché du travail a augmenté, et la mortalité maternelle a diminué de 45% depuis 1990. Ces avancées contrastent en revanche avec le fait qu'en dépit de l'éducation nettement améliorée des femmes, celles-ci continuent à occuper des emplois parmi les moins attrayants. Les femmes sont loin d'être les égales des hommes dans les postes de

direction d'institutions tant publiques que privées, alors même que les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes restent très marqués. Par ailleurs, la violence à l'égard des femmes et des filles persiste à des niveaux encore élevés dans tous les pays.

**e) ICT4All et suivi du SMSI**

90. Le processus global d'examen du Sommet mondial sur la société de l'information, plus d'une décennie après l'adoption de ce dernier, s'est déroulé à travers plusieurs rencontres internationales : Le Forum annuel du Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est tenu à Genève (Suisse), du 25 au 29 mai 2015, puis le forum « ICT4All » qui a été organisé à Hammamet (Tunisie) et enfin la Réunion de haut niveau de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour l'examen des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui s'est tenue à New York (Etats Unis), les 15 et 16 décembre 2015, peuvent être considérés comme les plus importants de ce processus.

91. Dans la perspective du Programme 2030 pour le développement durable, ces réunions de haut niveau ont permis de dégager les enjeux et les défis liés à toutes les dimensions des réalisations du SMSI par rapport aux objectifs de développement durable dans lesquels les TIC doivent être adéquatement reconnues comme des catalyseurs d'un développement durable. Les experts venus du monde entier et de différents horizons ont établi des liens directs et explicites entre les objectifs du plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information d'une part et les objectifs de développement durable d'autre part.

**f) La Conférence ministérielle de l'OMC**

92. La dixième Conférence ministérielle de l'OMC a eu lieu à Nairobi, au Kenya, du 15 au 19 décembre 2015. Il s'agit de la première réunion organisée par un pays africain, depuis la création de l'OMC à Marrakech en 1994.

93. Une série de décisions ministérielles sur l'agriculture, le coton et des questions relatives aux pays les moins avancés constitue le résultat de la Conférence, communément appelé « Paquet de Nairobi ». Celui-ci comprend un engagement d'abolir les subventions à l'exportation pour les produits agricoles, jugé comme le *« résultat le plus significatif des 20 dernières années de l'organisation dans le domaine de l'agriculture »*.

94. Les autres décisions agricoles couvrent un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement, et des mesures liées au coton. Des décisions ont également été prises concernant le traitement préférentiel pour les pays les moins avancés (PMA) dans le domaine des services en particulier et des règles d'origine en général.

**g) L'importance des données pour l'implémentation et la mesure des ODD**

95. Le Secrétariat a mis l'accent sur l'importance des données pour la poursuite des nouveaux objectifs du développement durable et la formulation des politiques pertinentes permettant d'atteindre ces objectifs. Dans un exposé intitulé : « ODD, cadre macro-économique et rôle des Big Data », le représentant du Secrétariat a rappelé les 17 objectifs convenus à l'échelle mondiale en insistant sur l'intérêt que représente pour les Etats membre la prise en compte de ces objectifs et des priorités continentales dans leurs politiques et stratégies nationales. Il a également évoqué la nécessité de mettre à la disposition des pays les outils appropriés pour la réalisation des ODD, comme il est tout aussi important - pour assurer à l'Afrique une croissance soutenue - d'avoir un cadre macroéconomique solide, à même de soutenir son programme de développement transformationnel.

96. Une bonne formulation de ce cadre devrait s'articuler autour de trois piliers, à savoir : i) la politique monétaire; (ii) la stabilité financière; et (iii) la politique budgétaire. Ce cadre doit s'accompagner d'un engagement fort de la part des gouvernements africains pour lui conférer durabilité, stabilité et transparence, tout en ayant un niveau réaliste de flexibilité pour répondre aux événements imprévus.

97. Le présentateur a par ailleurs insisté sur l'importance de créer des liens et des passerelles entre les différents piliers du cadre macroéconomique pour prévenir les défaillances de coordination et trouver des solutions aux défis économiques. Renforcer la coordination est d'une importance cardinale tant il est vrai que la politique budgétaire affecte la politique monétaire et donc les banques centrales de nos pays. Le présentateur a également indiqué que pour assurer le bon fonctionnement et la mise en œuvre du cadre macroéconomique recommandé, il est nécessaire de disposer en temps opportun de données fiables et exactes sur les indicateurs économiques clés. De meilleures données en temps réel sur la situation économique actuelles sont susceptibles d'améliorer l'évaluation des projections / prévisions économiques relatives à la croissance économique future et autres indicateurs économiques clés. La numérisation et l'Internet ont augmenté de façon exponentielle la quantité de données (Big Data) disponibles, comme ils ont créé des sources d'information nouvelles et viables. Malgré les difficultés observées, les Big data contribueront sûrement à renforcer et améliorer les résolutions des décideurs en matière de politique macro-économique.

#### **g. L'Indice Africain de Développement Social (IADS)**

98. En ligne avec les priorités africaines pour un développement plus inclusif et équitable, la Commission Economique pour l'Afrique a développé l'Indice Africain de Développement Social (IADS), pour mesurer l'étendue de l'exclusion humaine en Afrique, et assister les pays dans la mise en place des politiques plus inclusives et équitables. Cinq pays de l'Afrique du Nord ont été formés à l'application de l'IADS lors de deux ateliers de formation sous régionaux organisés en juin 2015 à Cotonou (Bénin) et au Caire (Egypte).

99. Les résultats préliminaires pour l'Afrique du Nord indiquent un niveau d'exclusion relativement bas dans les pays pour lesquels les données sont disponibles, avec des progrès importants, notamment au Maroc. Cependant, la désagrégation de l'Indice par genre et milieu de résidence fait ressortir des disparités importantes et des facteurs d'exclusion différents entre hommes et femmes, et au niveau des sous-régions. Ces résultats préliminaires permettent notamment d'identifier les sources d'exclusion pour chaque catégorie, et formuler des politiques plus ciblées et efficaces en matière de développement inclusif.

100. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont reconnu l'importance et l'efficacité du travail que mène la CEA, ainsi que la pertinence de ses interventions et ses services d'accompagnement et d'assistance technique prêtés aux Etats membres.

101. Entre autres sujets d'intérêt majeur, les participants ont souligné l'importance de la génération régulière de données pour instruire les ODD et mettre au point des politiques micro et macro économiques, mais aussi le coût onéreux d'un tel exercice, coût qui n'est pas toujours à la portée des pays. Le deuxième sujet qui a suscité l'intérêt et les interventions des participants est la pertinence avérée de l'IADS, qui, comme l'ont souligné les participants, est d'une grande utilité car il a la particularité d'être désagrégeable à des niveaux très fins. Ceci aidera à concevoir des politiques et des stratégies sociales de redressement et d'ajustement plus ciblées, tant au niveau des catégories sociales qu'elles visent, que des programmes et des actions à mettre en œuvre.

102.L'employabilité des jeunes et l'action entreprise par la CEA portant sur ce volet ainsi que sur celui de la gouvernance, ont été aussi au cœur des débats lors de cette session. Le Secrétariat a ainsi informé les participants de l'intégration dans son Programme d'action 2016-2017 de deux réunions d'experts, la première sur le développement inclusif et l'emploi des jeunes, et la deuxième sur la gouvernance locale.

103.Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

## **IX. RAPPORT D'ACTIVITES DU BUREAU ET PROGRAMME D'ACTIVITES 2015 : QUESTIONS STATUTAIRES** *(Point 8 de l'ordre du jour)*

104.Le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités du Bureau pour la période allant de mars 2015 à février 2016. Il a passé en revue les travaux réalisés par le Bureau et leur impact, notamment les études et publications, les réunions d'experts, les services-conseils, les ateliers et les différents séminaires organisés tout au long de la période étudiée.

105.Les activités réalisées et celles à venir sont inscrites dans le cadre du sous-programme 7 de la CEA intitulé « *Appui aux activités sous régionales pour le développement* », et du cadre stratégique centré sur un plus grand appui technique aux Etats membres et aux communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer leurs capacités pour l'intégration régionale, en particulier dans les domaines prioritaires pour la région Afrique du Nord. Le Bureau a ainsi continué à assister l'UMA à travers la formulation et la mise en œuvre d'un nouveau programme pluriannuel de coopération, ainsi que les autres programmes adoptés au niveau international, y compris les OMD. Un accent particulier a été également mis sur la mobilisation des acteurs régionaux pour un appui coordonné à l'intégration régionale en Afrique du Nord à travers le Mécanisme Sous Régional de Coordination.

106.La stratégie de mise en œuvre comprenait des activités de renforcement des capacités par des services d'assistance technique, des ateliers de formation et des études sur les politiques mises en œuvre pour relever les défis de développement spécifiques à l'Afrique du Nord, avec un accent particulier sur le plaidoyer pour l'intégration régionale. Les principales thématiques sur lesquelles la CEA-AN a travaillé au cours de la période incluent le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie verte, les accords continentaux de libre-échange, les règles d'origine dans la perspective du Protocole d'accord sur les règles d'origine, l'harmonisation des procédures douanières et l'échange de documents informatiques entre administrations douanières ainsi que la formulation d'une Stratégie spécifique sur le Genre pour le Secrétariat général de l'UMA dont l'objectif est d'aider au renforcement de l'intégration de l'approche et de l'analyse sensibles au Genre, tant dans ses modes opératoires que dans ses activités et ses programmes. Le Bureau a répondu à plusieurs requêtes de ses Etats Membres et a facilité leur participation ainsi que celle de l'UMA au processus de préparation de plusieurs rendez-vous internationaux. Le Bureau a en outre élargi ses partenariats pour une meilleure synergie avec les autres acteurs intervenant dans la région.

107.Le Secrétariat a ensuite présenté le cadre stratégique 2018-2019 du Bureau (ECA/SRO-NA/ICE/31/5/Rev) comme composante du cadre stratégique de l'ensemble de la Commission. Il a rappelé que ce cadre stratégique répond à la nécessité pour la CEA d'axer sa gestion sur les résultats et non sur les activités. Le contexte global tel qu'anticipé par la CEA a été présenté ainsi que la stratégie de mise en œuvre du programme de travail

auquel le cadre stratégique donnera naissance plus tard et qui sera présenté aux Etats Membres lors du 32ème CIE.

108. Le Comité a pris note du projet de cadre soumis à son appréciation. Il a noté avec intérêt la détermination du Bureau à accompagner les Etats dans la concrétisation du projet d'intégration régionale en Afrique du Nord, tout en veillant à les assister sur le plan technique à faire face aux défis émergents.

109. Le Secrétariat a présenté les progrès réalisés dans le cadre du programme biennal 2014 – 2015 de la CEA, en relation avec le Business plan et notamment l'objectif de devenir un « think-tank » de référence pour le développement de l'Afrique. La CEA a défini quatre orientations stratégiques à cette fin: (i) générer de l'influence politique à l'appui du programme de transformation de l'Afrique, (ii) gagner une plus grande confiance et la crédibilité grâce à la production de services 'haute qualité', (iii) développer la recherche sur les politiques de développement fondées sur des données fiables, (iv) améliorer les mécanismes de reddition et l'approfondissement de la culture d'apprentissage dans tous les secteurs de travail. Ces orientations stratégiques seront atteintes grâce notamment à deux axes interconnectés et interdépendants : la recherche sur les politiques de développement et le partage des connaissances.

110. Relativement au travail de la CEA en matière d'Influence sur les politiques au niveau mondial: peuvent être citées les activités telles que l'Agenda 2030 pour le développement durable, le programme d'action d'Addis-Abeba pour le financement du développement, la position commune africaine post 2015; le soutien au Groupe des négociateurs africains à New York aux fins de prise en compte des priorités de l'Afrique dans les ODD et le développement d'indicateurs SDG.

111. Au niveau régional et des CER; peuvent être citées les activités telles que le Plan de mise en œuvre du programme décennal de développement ONU /UA, l'indice de l'intégration régionale en Afrique, l'adoption de la déclaration sur le commerce illicite des flux financiers, le soutien du groupe des négociateurs africains à la COP 21, ainsi que le cadre de la politique de l'Afrique sur le développement durable et urbain. L'IDEP, de son côté, a enregistré une augmentation de 21% par rapport aux objectifs définis, relativement au nombre de pays ayant adopté de nouvelles approches en matière de formulation et d'analyse des politiques.

112. Un important plaidoyer sur les politiques de transformation a été développé par le biais des médias sociaux: plus de 120 interviews radio et de télévision - BBC, Al Jazeera, SABC, CNBC, Le Monde et Radio France Internationale- ont été réalisés ;les visites du site Web et les téléchargements ont atteint le nombre de 36.746.552 (contre un objectif initial de 22.500.000 ; 17.341 « Followers » sur Twitter et 7.435 sur Facebook ont été recensés, et 8.887 articles ont été publiés dans divers médias.

113. Relativement aux critères de crédibilité et de confiance; la CEA a réalisé des sondages auprès de ses clients et partenaires, et 84% des répondants ont convenu que les documents de recherche de la CEA apportent une analyse fine et pointue des questions de politiques de développement en Afrique. Toutes les publications de la CEA produites en 2014-2015 ont fait l'objet de revue par des experts externes. De plus, la CEA est en train de devenir un partenaire de développement de choix, avec 222 partenariats sur la période (64 nouveaux et 158 partenariats existants).



114. Le Secrétariat a remercié les Etats membres pour leur collaboration relativement aux questionnaires de collecte de données, en soulignant l'importance des données fournies, qui ont contribué à l'amélioration de la qualité du rapport du profil régional. Le Secrétariat a encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts pour fournir au Bureau CEA-AN des éléments d'information pertinents notamment au niveau sectoriel, pour l'exécution du programme de travail 2016-2017 et pour les périodes biennales à venir. Il a demandé aux Etats Membres de prêter leur soutien à la CEA, notamment à son Centre de données en vue de la concrétisation des partenariats avec les Instituts de Statistiques, les Banques centrales et les Centre de Recherche nationaux.

115. Le Comité a pris note du rapport 2015, des objectifs de travail pour 2016 et du cadre stratégique 2018-2019 (ECA/SRO-NA/ICE/31/5/Rev). Il a félicité le Secrétariat pour la qualité et la pertinence des activités entreprises et des efforts fournis pour répondre aux besoins des Etats membres.

116. Au terme des débats, le Comité a fait siennes les recommandations du Secrétariat et a ajouté les amendements compilés en annexe.

#### **X. EXAMEN ET APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DE LA TABLE RONDE/REUNION AD HOC D'EXPERTS** *(Point 9 de l'ordre du jour)*

117. Les recommandations de la table ronde sur « *L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans le contexte de la Zone de Libre Echange Continentale et des méga-accords commerciaux* » ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

#### **XI. EXAMEN ET ADOPTION DU RAPPORT DE LA 31EME REUNION DU CIE** *(Point 10 de l'ordre du jour)*

118. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa 31<sup>ème</sup> réunion, telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

119. Le Comité a par la suite adopté le présent rapport qui contient les amendements qu'il a eu à apporter lors de son examen et a demandé au Secrétariat de les transmettre à la Conférence des Ministres.

#### **XII. DATE ET LIEU DE LA 32<sup>EME</sup> REUNION DU CIE** *(Point 11 de l'ordre du jour)*

120. Le Secrétariat a informé le Comité du souhait de la CEA de déplacer la date des prochaines réunions du Comité vers le début du dernier trimestre de chaque année de manière à disposer d'environ six mois avant la Conférence des Ministres de l'année suivante. L'objectif est de favoriser une meilleure préparation des documents de la conférence et surtout une meilleure contribution sous régionale aux débats continentaux.

121. Les délégués ont estimé que la mise en œuvre de cette mesure dès 2017 allongera la période de revue entre la trente-et-unième édition et la trente deuxième édition du CIE. Il a alors été convenu qu'entre ces deux sessions le Bureau envisage la possibilité de tenir une session intermédiaire avec les chefs de délégation des Etats membres et le Bureau du CIE en cours d'exercice.

122. Sur le lieu, aucune délégation n'ayant exprimé le désir d'abriter la réunion, la trente deuxième session du comité se tiendra au siège du Bureau, à Rabat (Maroc).



### **XIII. QUESTIONS DIVERSES** *(Point 12 de l'ordre du jour)*

123. Le Comité a écouté les communications des délégations algérienne, égyptienne, marocaine et tunisienne. Les différentes délégations se sont félicitées de la qualité des travaux et de l'esprit de consensus qui a prévalu durant les discussions. Elles ont félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour la qualité des documents présentés. La délégation tunisienne a toutefois souligné la longueur relative des communications et a invité le Secrétariat à veiller à une meilleure gestion du temps des communications lors des prochaines sessions.

124. Le Comité a pris note des différentes interventions.

### **XIV. CLOTURE DE LA REUNION** *(Point 13 de l'ordre du jour)*

125. La 31ème Réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciement à l'endroit de sa Majesté le Roi Mohammed VI et au Gouvernement marocain. Le texte de la Motion est reproduit en annexe.

126. La cérémonie de clôture a été marquée par quatre allocutions : celle du Président du bureau du CIE, celle du Directeur du Bureau Afrique du Nord de la CEA, celle du Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe et celle de la Directrice de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc.

127. Le Président du bureau du CIE a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et plus particulièrement son Directeur pour la qualité des documents présentés et du rapport de la réunion. Il a insisté sur la nécessité d'un bon suivi des décisions du CIE aussi bien de la part des délégations que de la part de la CEA.

128. Dans son mot de clôture, le Directeur du Bureau s'est réjoui de la richesse des débats qui ont permis de discuter en détail le thème du CIE à travers ses différentes dimensions. Ces débats a-t-il rappelé, se sont tenus dans un contexte marqué par de profondes mutations mondiales dont la Région ne voit que les premières répercussions et qui ont conduit la CEA à décider d'accorder une attention particulière à l'économie verte.

129. Le Directeur a remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen des questions statutaires soumises à leur attention. Il a déclaré que les recommandations et le rapport de la réunion seront transmis à la Conférence des Ministres de la CEA, comme instruit par le CIE. Il a remercié les délégués pour avoir permis aux autres participants de contribuer aux débats et les a assurés de l'engagement du Bureau à faire participer l'ensemble des parties prenantes aux échanges sur le développement et l'intégration en Afrique du Nord..

130. Il a encouragé les pays membres à participer activement à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique qui aura lieu du 31 mars au 5 avril 2016, à Addis-Abeba, en Ethiopie. Il a rappelé que cette réunion ministérielle approfondira certains thèmes débattus à l'occasion du CIE dans une perspective continentale. En marge de la conférence se dérouleront également des événements parallèles destinés à approfondir les thèmes débattus et à présenter les outils et initiatives développés par la CEA pour appuyer les processus continentaux de développement et d'intégration régionale.

131. Enfin, le Directeur a remercié tous les participants pour leur contribution à la réussite du CIE, notamment les délégués des Etats membres, la société civile, le secteur privé, le bureau du CIE, les différentes institutions, les personnes ressources, les collègues du Siège de la CEA, le personnel du Bureau, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

132. Le Secrétaire Général de l'UMA et la Directrice de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc se sont associés aux remerciements adressés aux participants par le Président du CIE et le Directeur du Bureau.

133. Le Secrétaire Général de l'UMA a ensuite exhorté les délégués à garder à l'esprit que rien de grand ne peut se faire à l'échelle sous régional sans une Communauté économique régionale forte et dotée des moyens nécessaires pour fédérer les efforts des Etats. Il les a assurés de la disponibilité de l'UMA à poursuivre ses efforts pour l'intégration avec l'appui de la CEA avant d'appeler les Etats à soutenir ces actions.

134. Directrice de la Coopération Multilatérale et des Affaires Economiques Internationales au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc a alors déclaré clos les travaux de la trente-et-unième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.

**ANNEXE I**  
**RECOMMANDATIONS DE LA 31<sup>ème</sup> REUNION DU COMITE**  
**INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS**

A l'issue des délibérations, le Comité a émis les recommandations suivantes, et demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des Ministres:

**Recommandations relatives à l'industrialisation par le commerce**

***Pour les États Membres***

1. Encourager la production industrielle en améliorant le financement de l'économie (notamment l'allocation budgétaire, le financement bancaire et non bancaire)
2. Coordonner les politiques commerciales et les politiques d'industrialisation en faisant en sorte que l'intégration régionale soit un véritable levier de développement de l'industrie en Afrique du Nord.
3. Accélérer l'intégration économique continentale à travers la facilitation des échanges et de l'investissement, notamment en mettant à profit le lancement des négociations de la zone de libre échange continentale. La ZLEC doit être un levier pour assurer une meilleure coordination des politiques publiques en Afrique du Nord afin de créer un environnement réglementaire qui facilite l'investissement au niveau régional.

***Pour la CEA***

4. Poursuivre les initiatives en matière de renforcement des capacités des pays et particulièrement des acteurs économiques, et des CER pour l'accès au marché continental, afin de tirer pleinement profit de la future zone de libre échange continentale (ZLEC) pour diversifier leurs économies.
5. Aider les pays à sensibiliser les différents acteurs publics et privés à l'importance de la ZLEC.

**Recommandations relatives aux profils pays et au profil régional :**

***Pour la CEA***

6. Continuer à intégrer autant que possible les indicateurs relatifs aux aspects transversaux tels que la gouvernance, le développement durable, le genre, et le changement climatique dans les profils pays.
7. Aborder la question de l'efficacité des systèmes fiscaux et le financement pérenne du budget de l'Etat (notamment la transformation du modèle de financement dans les économies dépendants de ressources naturelles) dans les thématiques abordées dans les profils pays et le profil régional.

## **Recommandations relatives aux agendas régionaux et autres initiatives spéciales en Afrique du Nord**

### ***Pour la CEA***

8. Organiser une réflexion sur les outils à utiliser dans le cadre d'une meilleure définition et d'un meilleur suivi des politiques de développement et notamment des ODD ;
9. Permettre un meilleur partage d'expérience et d'expertise des pays en matière de modèles économiques et mutualiser ainsi les expériences et les expertises acquises ;
10. Mettre à la disposition des pays membres les outils idoines facilitant le calcul des indicateurs de développement (notamment ceux développés par les Nations Unies), afin qu'ils puissent les intégrer dans leurs outils de suivi des politiques de développement, et notamment en ce qui concerne le développement durable.

### **Les recommandations relatives à l'industrie verte :**

#### ***Pour la CEA***

11. Développer une base de données sur les bonnes pratiques en matière d'économie verte et d'économie bleue au niveau de la région ;
12. Renforcer la coopération régionale dans le cadre notamment des négociations sur le changement climatique et dans le domaine des énergies renouvelables ;
13. Organiser un atelier régional de sensibilisation/vulgarisation de méthodologies/instruments de reporting intégré basé sur une démarche RSE au profit des entreprises et des institutions.

## ANNEXE II

### **RECOMMANDATIONS DE LA REUNION AD-HOC D'EXPERTS : « L'INDUSTRIALISATION PAR LE COMMERCE EN AFRIQUE DU NORD DANS LE CONTEXTE DE LA ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE ET DES MEGA-ACCORDS COMMERCIAUX »**

#### **1. Recommandations relatives au contexte international et la dynamique continentale**

##### ***Pour les États Membres***

1. Mettre en place des réglementations spécifiques et incitatives afin d'encourager l'industrialisation des secteurs dynamiques générateurs d'emplois.
2. Développer des mécanismes incitatifs pour renforcer les échanges intra régionaux et en particulier là où il existe des complémentarités stratégiques entre les pays de la région.
3. Accélérer les politiques en matière de diversification et de sophistication des exportations à haute valeur ajoutée dans le cadre de stratégies de filières et s'assurer que ces politiques de diversifications contribuent à renforcer l'intégration régionale.
4. Définir des stratégies nationales pour identifier les facteurs contribuant aux entreprises de venir s'implanter localement et d'investir dans des secteurs ayant des effets d'engrenages sur le processus d'industrialisation.
5. Identifier des stratégies qui permettent d'avoir un impact sur l'ensemble des filières industrielles et de renforcer les politiques commerciales dans les stratégies de développement industriel.

##### ***Pour la CEA***

6. Accompagner les États dans la compréhension des mécanismes permettant de mieux appréhender les changements technologiques dans le processus d'industrialisation

#### **2. Recommandations issues des expériences internationales en matière de politiques industrielles**

##### ***Pour les États Membres***

7. Identifier une approche de l'intégration compatible avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de tirer avantage des opportunités économiques qui en découlent.
8. Tirer les leçons des méga-accords commerciaux tel que l'accord transpacifique et transatlantique afin de mieux en tirer parti.
9. Aborder les pratiques restrictives relatives aux mesures non tarifaires et apporter des réponses en matière de régulation commerciale compatibles avec les règles de l'OMC.
10. Renforcer les mécanismes de coordination de politiques industrielles au niveau régional dans la perspective de développer les complémentarités stratégiques entre les pays et d'accompagner le développement de chaînes de valeurs régionales.
11. Consolider les échanges commerciaux régionaux, en particulier dans le domaine du commerce des services, afin de stimuler la croissance économique dans le contexte de ralentissement de la croissance mondiale.

***Pour la CEA***

12. Accompany the identification by the member States of a plan of actions on the value chains of regional values and industrial policies to be put in place for promotion.
13. Support the reflection on the determinants of the implementation of an industrial policy coordinated within the region which would be complementary to commercial policies;
14. Define a platform for sharing of information and expertise existing at national and regional levels in matters of standards, norms, intellectual property and other regulations which impact the insertion of the economies of the region into global value chains.
15. Accompany the member States in the identification and the comprehension of the rules of origin in the measure where these latter may have an impact on industrial development

**3. Recommendations sur les politiques commerciales pro industrialisation**

***Pour les États Membres***

16. Encourage opportunities for investment and develop intra-regional partnerships more important, for the benefit of the economy of the country, of their growth inclusive and of employment.
17. Better determine the goods for which the country has a comparative advantage and for which it should significantly increase support to investment.

***Pour la CEA***

18. Determine the goods for which the countries of the region could build comparative advantages and for which it should significantly increase investment.
19. Study the specific needs of the countries in terms of investments for developing the productive sectors with high potentials and propose strategies for accompaniment.

**4. Recommendations relatives à la mise en œuvre des politiques industrielles**

***Pour les États Membres***

20. Promote the coordination of budgetary and fiscal policies at the regional level taking into account the specific needs of the region relative to industrial development.
21. Ensure the relevance of policies for industrial development at the national and regional level, in particular in the fields of technical and professional training, sciences, technology and innovation, as well as support to the private sector.
22. Promote industrial zones or specialized industrial poles

***Pour la CEA***

23. Accompagner les États membres dans les travaux de conception et d'élaboration des politiques budgétaires et fiscales, favorables à l'industrialisation, en collaboration avec les institutions sous régionales compétentes.
24. Appuyer les États membres dans l'identification de branches industrielles présentant les plus forts potentiels en termes d'augmentation de la productivité, ainsi que dans la sélection des outils pertinents à utiliser de manière adaptée aux pays ciblés.
25. Accompagner les États membres dans la création de centres d'excellence régionaux au sein desquels les décideurs politiques, représentants du secteur privé et institutions financières identifient conjointement des mesures d'appui au secteur privé, en particulier aux PME et dans l'optique de développer des réseaux d'affaires à l'échelle régionale.

**5. Recommandations sur le rôle de l'intégration régionale pour le renforcement de l'industrialisation*****Pour les États Membres***

26. Définir les stratégies nécessaires aux montées en gamme et à l'attraction des investissements de relocalisation de la production mondiale à une échelle régionale.
27. Coordonner l'élaboration d'une étude d'impact sur la durabilité du commerce afin de cerner d'une manière plus ou moins précise les impacts cumulés et croisés, à la fois économiques, sociaux et environnementaux, sur les différents secteurs et territoires.
28. Identifier les mesures complémentaires de facilitation de commerce nécessaires aux États de la région afin d'appréhender positivement les Accords commerciaux régionaux.
29. Promouvoir des produits qui peuvent soit créer des chaînes de valeurs régionales, ou participer aux chaînes de valeurs internationales.
30. Renforcer la coopération technique entre les pays de la région en matière de formulation des politiques d'industrialisation, soit dans un domaine spécifique ou dans tous les domaines, au cas où un pays donné en ferait la demande.
31. Permettre aux uns et aux autres de bénéficier des facilités d'investissement dans un pays donné, au cas où un autre souhaiterait y lancer des projets.

***Pour la CEA***

32. Approfondir les études sur les secteurs d'intérêt formulés dans les stratégies industrielles dans la perspective de mieux cerner les opportunités d'intégration et de constitution de chaînes de valeurs régionales.
33. Définir une approche régionale vis-à-vis des accords commerciaux régionaux et notamment identifier un mécanisme de complémentarité entre l'Union douanière arabe et la Zone de libre échange continentale pour les pays de la région.

### **ANNEXE III**

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Séance d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Le profil régional Afrique du Nord 2015-2016
5. Session Spéciale : L'économie verte, une voie pour l'accélération industrielle en Afrique du Nord
  - Rapport Economique sur l'Afrique : Industrialisation verte en Afrique
  - Industrie et économie verte en Afrique du Nord
6. Table ronde/Expert Group Meeting : « L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans un contexte multi-accord »
7. Agendas régionaux et internationaux et autres initiatives spéciales
8. Questions statutaires
  - Rapport sur les activités du Bureau (mars 2015 – février 2016)
  - Présentation du cadre stratégique 2018-2019
  - Rapport sur les activités de la CEA
9. Examen et approbation des recommandations de la réunion de Groupe d'Experts sur : « L'industrialisation par le commerce en Afrique du Nord dans un contexte multi-accord »
10. Examen et adoption des recommandations et du rapport du CIE
11. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
12. Questions diverses
13. Clôture de la réunion





**ANNEXE IV****LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS****ALGERIE/ ALGERIA**

1. M. Mohamed Abbas Maherzi  
Directeur de la politique Fiscale Direction  
Générale de la Prévision et des Politiques  
Ministère des Finance  
Alger, Algérie  
Email : mamaherzi@gmail.com/  
mohamedabbas.maherzi@mf.gov.dz

**EGYPTE/ EGYPT**

2. Amb. Achraf Ibrahim  
Assistant Minister for International  
EconomicAffairs - Ministry of Foreign Affairs  
Cairo, Egypt  
Tel : 201141960245  
Email : achrafibrah@hotmail.com  
achraf.ibrahim@mfa.gov.eg
3. Mrs. ShadyaQadry  
General Manager of International Agreements  
Ministry of Trade and Industry  
Cairo, Egypt  
Tél : +(202)25370307  
Email : shadya\_qadry@yahoo.com
4. Ms. KhalafallahAbeer  
Head of Bilateral trade agreement Division  
and African Union Unit  
Ministry of Trade and Industry  
Cairo, Egypt  
Tél : +20223422347  
Email : a.ahmed@tas.gov.eg/  
abeer\_k70@yahoo.com
5. Mrs. Hanaa Gomaa Khalil Ali  
Pollution Abatement projects PMU  
Manager  
Ministry of Environment  
Cairo, Egypt  
Tél : +225261421  
Email : hanagomaa23@yahoo.com
6. Mr. Gad Ihab Mahmoud Mohamed  
General Director of TechnicalAffairs  
CAPMAS - Cairo, Egypt  
Tel: +01116133197  
Email : pres\_capmas@capmas.gov.eg  
ihabgad2006@yahoo.com

**LIBYE/ LIBYA**

7. Ms GhadaFaiyad  
First Secretary  
Ministry of Foreign affairs and international  
cooperation  
Tripoli, Libya  
Email : ghadafz@yahoo.fr
8. Mr. Bin Magayer Ahmed  
Tripoli, Libya  
Tel: +218928766471  
Email : ali\_ahme\_876@yahoo.com
9. Mr. Isa Nagi Isa  
Ministry of Foreign affairs and international  
cooperation  
Tripoli, Libya  
Tel : +218926042807

**MAURITANIE/ MAURITANIA**

10. M. Dahmed Khalihene  
Conseiller Administratif du Directeur Général  
Office National de la Statistique (ONS)  
Nouakchott, Mauritanie  
Tél : + (222) 45 25 30 70  
Email : iodes@outlook.fr
11. M. El Moctar Mohamed Yahia  
Chargé de Mission au cabinet du Ministre  
Ministère des Affaires Economiques et du  
Développement  
Nouakchott  
Email : mohamedYahia.moctar@gmail.com
12. M. Mohamed OulidHanine  
Conseiller technique  
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du  
Tourisme  
Nouakchott

## MAROC/ MOROCCO

13. SE Mme Hakima El Haite  
Ministre déléguée auprès du Ministre de  
l'Energie, des Mines, de l'Eau et de  
l'Environnement chargée de  
l'Environnement  
Rabat (Maroc)  
Tél. : (+212) 537 570 470/ Fax : 0537 570 472  
Email :  
secretariatministre@environnement.gov.ma
14. M. Benayad Mohamed  
Secrétaire Général  
Ministère délégué Chargé du Commerce  
Extérieur  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 73 56 37  
Email : attakmce@gmail.com
15. Mme Zakia El Midaoui  
Directrice de la Coopération multilatérale et  
des Affaires économiques internationales  
Ministère des Affaires étrangères et de la  
Coopération  
Rabat (Maroc)
16. M. Abdellah Ben Mellouk  
Chef de la Division des questions  
économiques et financières  
Direction de la Coopération multilatérale et  
des Affaires économiques internationales  
Ministère des Affaires étrangères et de la  
coopération  
Rabat (Maroc)
17. M. Aymen Cherkaoui  
Conseiller  
Ministère déléguée auprès du Ministre de  
l'Energie, des Mines, de l'Eau et de  
l'Environnement chargée de  
l'Environnement  
Rabat (Maroc)  
Email : acherkaoui@acisd.org
18. Ms Nadia Zine  
Ingénieur en Chef/Conseillère  
Ministère Déléguée chargée de l'Environnement  
Rabat (Maroc)  
Email : zinenadia08@yahoo.fr
19. M. Adil Diani  
Conseiller du Ministre  
Ministère de l'Energie et des mines  
Rabat (Maroc)  
Tél : +212 537688853/62  
Email:dianiadil@gmail.com /  
a.diani@mem.gov.ma
20. Ms. Nassira Rheyati  
Chargée de programme  
Ministère de l'Environnement  
Rabat (Maroc)  
Email : r\_nassira@yahoo.fr
21. Ms. Hajar Ezzaher  
Conseiller des Affaires étrangères  
Ministère des Affaires étrangères et de la  
Coopération  
Rabat (Maroc)  
Email : h.ezzaher@maec.gov.ma
22. Mme Sara Cherki  
Conseiller au Service des Institutions Financières,  
Direction de la Coopération Multilatérale et des  
Affaires économiques internationales  
Ministère des Affaires étrangères et de la  
Coopération  
Rabat (Maroc)  
Email : saracherki@gmail.com
23. Mme Meriem Eddaou  
Cadre au service des institutions financières,  
Direction de la Coopération multilatérale et des  
Affaires économiques internationales  
Ministère des Affaires étrangères et de la  
Coopération  
Rabat (Maroc)  
Email : m.eddaou@maec.gov.ma
24. Mme IbtissamKaifouf  
Chef de la Division de la Coopération et des Partenariat,  
Direction de la Coopération et de la Communication  
Ministère du l'industrie, du commerce, de  
l'investissement et de l'économie numérique  
Rabat (Maroc)
25. M. Badr Elfadili  
Ingénieur d'Etat à la Division des Industries  
Chimiques Pharmaceutiques et Matériaux de  
Construction, Direction de l'Industrie  
Ministère du l'Industrie, du Commerce, de  
l'Investissement et du l'Economie numérique  
Rabat (Maroc)
26. Mme Loubna M'hamdi Alaoui  
Chef du Service des Relations avec les Institutions  
Internationales à la Direction du Trésor et des  
Finances Extérieures  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Tél: +212 537 67 73 69  
Email :l.alaoui@tresor.finances.gov.ma
27. M. Jamal Goujil  
Chargé d'études  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : goujil@depf.finances.gov.ma

28. M. Mohamed Reda Rouijer  
Cadre  
Ministère du Commerce extérieur  
Rabat (Maroc)  
Email : m.reda.rouijel@gmail.com
29. M. Abdelali Eddebbagh  
Chef de Division (DTFE)  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : a.eddabbagh@tresor.finances.gov.ma
30. M. Taoufik Oukessou  
Chef de Division  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : oukessou@depf.finances.gov.ma
31. M. Adil Hidane  
Directeur adjoint  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 67 74 17  
Email : hidane@depf.finances.gov.ma
32. Mme Nezha Ait Elourrat  
Cadre à la Direction du Trésor et des Finances  
Extérieures  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : n.aitelourrat@tresor.finances.gov.ma
33. M. Abdelhamid Tebba  
Cadre à la Direction du Trésor et des Finances  
Extérieures  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : a.tebba@tresor.finances.gov.ma
34. Mme Siham Souihel  
Cadre  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Rabat (Maroc)  
Email : s.souihel@tresor.finances.gov.ma
35. M. Ayache Khellaf  
Directeur de la Prévision et de la Prospective  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : [khellafay@yahoo.fr](mailto:khellafay@yahoo.fr)
36. Mme Bouchra Bouziani  
Chef de Service  
Direction de la Statistique  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : b.bouziani@hcp.ma
37. M. NassiraRhazi  
Chef de Service «Commerce et Compétitivité»  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : rhazi2@hotmail.com
38. M. Abdelkader Teto  
Directeur  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : ateto\_kader@yahoo.fr
39. Mme Hasna El Alaoui  
Chef de Service de l'Industrie et de l'Artisanat  
Direction de Planification  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : h.elalaoui@hcp.ma
40. Mme Ahlame Sghir  
Ingénieur d'Etat au Service de la  
Coopération  
Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts à la Lutte  
Contre la Désertification  
Rabat (Maroc)  
Email : ahlam.sghir@gmail.com
41. Mme Sanae Guesmi  
Chargée de la Coopération multilatérale  
Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts à la Lutte  
Contre la Désertification  
Rabat (Maroc)  
Email : guesmi.sane@gmail.com
42. Mme Mariam Eljoubari  
Chef de division à de la Modélisation  
Direction de la Prévision et de la Prospective  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : mariam.eljoubari@gmail.com
43. M. Mohamed Assouli  
Chef de division à la Direction de la Prévision et de  
la Prospective  
Haut Commissariat au Plan  
Rabat (Maroc)  
Email : med\_assouli@hotmail.com
44. Mlle Oumayma Belfaqir  
Conseillère à l'Export à la Direction Marketing  
Centre Marocain de Promotion des Exportations  
Casablanca (Maroc)  
Email : belfaqir@marocexport.gov.ma /  
d.abid@mem.gov.ma

45. M. Driss Abid  
Chargé d'études  
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)  
Rabat (Maroc)  
Email : d.abid@mem.gov.ma
46. M. Mohammed Tamdi  
Chef de Service de la coopération Africaine  
Département Energie et Mines  
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 68 88 24  
Email : m.tamdi@mem.gov.ma
47. M. Abdelmjid Hatimi  
Ingénieur Général  
Département Energie et Mines  
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)  
Rabat (Maroc)  
Email : a.hatimi@mem.gov.ma
48. M. Mohamed Benyahia  
Directeur  
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)  
Rabat (Maroc)  
Email : benyahia@environnement.gov.ma
49. M. Moulay Ismail Taqui  
Responsable du Département « Afrique »  
Ministère du Commerce Extérieur  
Rabat (Maroc)  
Email : taquim80@gmail.com /  
taqui@mce.gov.ma
50. Ms Maïssaa Zebakh  
Cadre chargée des relations commerciales  
Maroc-Afrique  
Ministère du Commerce Extérieur  
Rabat (Maroc)  
Email : maissa.zebach@gmail.com
51. Ms Siham Houari  
Cadre, chargée des relations commerciales  
Maroc-Afrique  
Ministère du Commerce Extérieur  
Rabat (Maroc)  
Email : sihamhouari8@gmail.com
52. Ms. Dounia Mohati  
Cadre – Division de la coopération internationale  
Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social  
Rabat (Maroc)  
Email : dounia.mohati@gmail.com
53. M. Boubker Elbergui  
Secrétaire Général  
Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement Social  
Rabat (Maroc)  
Email : b.elbergui@gmail.com
54. Ms. Widad Sebbahi  
Ingénieur en Chef  
Direction Générale des collectivités locales  
Ministère de l'Intérieur  
Rabat (Maroc)  
Email : wsebbahi@interieur.gov.ma
55. Mme Mouna Zaoui  
OCI  
Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 687316 / Email : zaoui@mag.gov.ma
56. Ms Hanane Touzani  
Chargée d'études auprès du Chef du Gouvernement  
Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 687316/Email : touzani@mag.gov.ma
57. Mlle Ichrak Benbrahim  
Administrateur principal  
Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance  
Rabat (Maroc)  
Email : ichben3@gmail.com
58. M. Hassan Agouzoul  
Expert  
Conseil économique social et environnemental  
Rabat (Maroc)  
Fax : + 212 538 01 04 00  
Email : h1.agouzoul@gmail.com
59. M. Saïd Mouline  
Président, Commission Economie Verte (CGEM)  
Directeur général, Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE)  
Casablanca (Maroc)  
Tél : 0522 99 7023  
Email : cder@menara.ma
60. Mme Karima Rghoni  
Chef du Service du Suivi des Accords Commerciaux,  
Direction de la Coopération et de la Communication  
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et du l'Economie numérique  
Rabat (Maroc)  
Email : karimarghoni@mcinet.gov.ma

**SOUDAN/ SUDAN**

61. Mr. Mohamed AbdelkarimElhag Toto  
Director of Foreign Trade Statistics  
Directorate  
Central Bureau of Statistics (CBS)  
Khartoum, Sudan  
Tél : +249907686669/  
Email : elhagg2003@yahoo.com
62. M. Ali Amna  
Assistant Director  
Central Bureau of Statistics  
Khartoum, Sudan
63. Mr. Mustafa Mohamed Abdalla  
Senior Researcher – Managing Director  
Central Bank of Sudan  
Sudan – Khartoum  
Tel : +2491870656644  
Email :Mustafa.abdalla@cbos.gov.sd  
/zoul177@yahoo.com
64. Mr. Mirgani Abdella Glood Indila  
Ministry of Finance and Economic Planning  
Khartoum, Sudan  
Email : mglood99@gmail.com
65. Ms. Batul Abbas Awad  
Ministry of Industry  
Khartoum, Sudan
66. Mr. Ali Mohamed  
Ministry of Environnement  
Khartoum, Sudan

**TUNISIE/ TUNISIA**

67. M. Chokri Mezghani  
Sous-Directeur des études et analyses  
économiques et environnementales /  
Direction Générale du Développement  
Durable  
Ministère de l'Environnement et du  
Développement Durable  
Tunis, Tunisie  
Tél : + 216 70 72 86 44 (Poste 307)  
Email : chokri.mezghani@yahoo.fr  
/chokri.mezghani@mineat.gov.tn
68. M. Tarek Bouhlel  
Conseiller des Services Publics  
Chef service chargé de la coopération financière  
avec la Banque Africaine de Développement et les  
Organisations Régionales  
Ministère du Développement, de  
l'Investissement et de la Coopération  
Internationale  
Tunis, Tunisie  
Email: tarek.bouhlel@mdci.gov.tn

69. M. Chawki Jaballi  
Sous-Directeur chargé de la coopération  
avec l'Union Africaine et les pays africains  
Ministère du Commerce, Conseiller des  
services publics, sous-directeur chargé de la  
coopération avec les pays Africains et l'Union  
Africaine  
Tunis, Tunisie  
Tél : +216 71 354 434  
Email : Chaouki.jaballi@gmail.com
70. Mme. Douja Elgharbi  
Premier vice-président  
Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie  
Ministère de l'Environnement et du  
Développement Durable  
Tunis, Tunisie
71. M. Youssef Zidi  
Directeur adjoint  
Direction Général de l'Environnement de vie  
Tunis, Tunisie
72. M. Okba Elkolmani  
Directeur  
Ministère des Finances  
Tunis, Tunisie

**EXPERTS**

73. Mr. Mario Cimoli  
Director  
Division of Production, Productivity and Management  
(UNECLAC)  
Santiago, Chile  
Email: mario.cimoli@cepal.org  
helen.carinena@cepal.org
74. Professeur Rafik Bouklia-Hassane  
Université d'Oran / Professeur  
Faculté des sciences économiques d'Oran  
Ministère de l'Industrie et des Mines  
Alger  
Tél : (213) 770 88 21 90  
Email : rbouklia\_hassane@yahoo.fr
75. M. Ali Harbi  
Consultant  
Alger  
Tel : +213 770 955 720  
Email : aliharbiconsulting@gmail.com
76. M. Abdelkrim Boudra  
Chef d'entreprise, IICOM, Membre du Board de CARE  
Alger, Algérie  
Tél : +213 23 30 81 12  
Email : abdelkrimboudra1@gmail.com  
boudra.iicomdz@yahoo.fr

77. M. Haraguchin Obuya  
Industrial Research Officer  
United Nations Industrial Development  
Organization  
Vienna, Austria  
Tél : +43-1-26026-3704  
Email : n.haraguchi@unido.org
78. M. Charlemagne Babatounde Igue  
Doyen de la FASEG – Université  
d'Abomey-Calavi  
Ministère de l'Enseignement Supérieur –  
Cotonou, Bénin  
Tél : +229 95667870 - Email : charlyigue@yahoo.fr
79. M. Khalid El Bernoussi  
Consultant Trade and Development  
WTO Issues  
Geneva  
Email : Khalid.elbernoussi@yahoo.com
80. Ms. Greenidge Alicia Dominica  
President/Chief Executive  
Summit Alliances International, sarl  
Geneva  
Tel : +41-79-508-5394/Email :  
greenidge.a@gmail.com
81. Prof. Leila Baghdadi  
Associate Professor  
Titulaire de la Chaire OMC  
Tunis Business School, University of Tunis  
Tunis, Tunisie  
Email : Leila.baghdadi@tbs.rnu.tn  
/leilabaghdadi@gmail.com
82. M. Nour Makhloufi  
Directeur Recherche & Développement  
Innovation  
Centre Technique des Industries Mécaniques  
et Electriques- Le CETIME  
Tunis/ Tunisie  
Tel : 216 70 146 000- 216 70 146 050  
Email : n.makhlof@cetime.com.tn
83. M. Saidane Dhafer  
Professeur, Université Lille 3  
Lille (France)  
Email : dhafer.saidane@skema.edu  
/dhafer.saidane@gmail.com
84. Dr. Chamel Al Azmeh  
London School of Economic and Political  
Science  
Londres, Royaume Uni  
Email : c.Azmeh@les.ac.uk
85. M. Dieye Cheikh Tidiane  
Docteur en Etudes du Développement / Directeur  
Exécutif - Centre Africain pour le Commerce,  
l'Intégration et le Développement  
(CACID)/Réseau Enda Tiers Monde

Dakar/Sénégal  
Tél : +221 33 821 70 37/ +221338235754  
Email : cdieye@endatiersmonde.org /  
dieye3@hotmail.com

86. M. Lahoual Kouider  
Consultant / Expert en Intégration Régionale  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Email : kouidera12@gmail.com

#### **COPRS DIPLOMATRIQUE/ DIPLOMATIC CORPS**

##### **Ambassade d'Algérie**

87. Mme Amal Medjber  
Conseiller diplomatique  
Rabat  
Email : medjber.amal@gmail.com

##### **Ambassade de la République du Soudan**

88. M. Abdalla Eltayib  
First Secretary  
Rabat (Royaume du Maroc)

##### **Ambassade de Djibouti**

89. SE M Ibrahim Bileh Doualem  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Fax : 05 37 75 74 79  
Email : amb.dj.ma@gmail.com

##### **Ambassade de France**

90. M. Jules Porte  
Economiste  
Rabat (Maroc)

##### **Ambassade de la République de Gabon**

91. Ms Cynthia Ioala  
Conseillère Economique  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Email : mayseioala@yahoo.fr  
Fax : 0537 75 29 08

##### **Ambassade du Vatican**

92. SE Monseigneur Ambassadeur  
de la Nonce apostolique  
Saint-siège Nonciature apostolique  
Rabat (Royaume du Maroc)

##### **Ambassade de la République Socialiste du Vietnam**

93. M. Bui Viet Hai  
3ème Secrétaire de l'Ambassade  
Rabat (Royaume du Maroc)

##### **Ambassade du Ghana**

94. SE Prof. Samuel Mbrayeh Quartey  
Rabat (Royaume du Maroc)

##### **Ambassade du Bénin**

95. Ms Sarah Prado  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : +212 537 75 41 58  
Fax : + 212 537 75 41 56

**Ambassade du Congo**

96. M. Urbain Otsala Se  
Chargé d'Affaire  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 659966 – Fax : 0537 659959

**Ambassade de la République Démocratique du Congo**

97. M. Celestin Mukumpuri Mabusa  
Ministre Conseiller  
Rabat (Maroc)

**COMMUNAUTES ECONOMIQUES  
REGIONALES/ REGIONAL ECONOMIC  
COMMUNITY**

**Union du Maghreb Arabe (UMA)**

98. M. Habib Ben Yahia  
Secrétaire Général  
Union du Maghreb Arabe  
Rabat (Maroc)  
Tél : +212 537 6813 71  
Fax : +212 537 681 377
99. M. Réda El Merini  
Directeur des Affaires Economiques  
Rabat (Maroc)
100. Mlle. Faouzia Chakiri  
Chef de Division
101. M. Mohamed Ben Hadj Hamouda  
Chef de Division  
Direction des Affaires Economiques
102. M. Belbachir Zahreddine  
Expert

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET  
REGIONALES/ INTERNATIONAL AND  
REGIONAL ORGANIZATIONS**

**AOAPC**

103. Prof. Adeyinka Orimalade  
Secrétaire Général  
Association des Organisations Africaines de  
Promotion Commerciale  
Tanger, Maroc  
Tel : 0539943730 / Fax : 0539 325275
104. Mme Badaoui Liliane  
Chargée de l'Administration et des Finances  
Association des Organisations Africaines de  
Promotion Commerciale  
Tél : +212 539 94 37 30/Fax 539 32 52 75

**CIDC**

105. M. Mamadou Bocar Salt  
Chef du Département des Etudes et de la  
Formation  
Rabat (Royaume du Maroc)

**ISESCO**

106. Dr. Abdelmajid Tribak  
Expert en charge de la Division  
Environnement  
Direction des Sciences et de la Technologie  
Islamic Educational, Scientific and Cultural  
Organization  
Rabat, Maroc  
Tel : 0537566052/53  
Fax: +212 5 37 56 60 12/13  
E-mail :atribak@unesco.org.ma

**CAFRAD**

107. M. Ifeanyi Emmanuel Odogwu  
Expert in Strategic Management and Reform  
of State Institutions  
Centre Africain de Formation et de Recherche  
Administratives pour le Développement  
Tanger / Maroc  
Tél : (+212) 5393-22707 (+212) 6355-10340  
okeosisi2011@yahoo.com

**Délégation de l'Union européenne au Maroc**

108. Mme Sandrine Beauchamp  
Section Appui aux Réformes économiques  
Délégation de l'Union européenne au Maroc  
Rabat (Maroc)  
Email :  
sandrine.beauchamp@eeas.europa.eu  
Tél. +212.5.37.57.98.00/33  
Fax +212.5.37.57.98.10
109. M. Fortunato Piergiuseppe  
Economic Affairs Officer  
UNCTAD, Genève  
TEL : +41 (0)22 9175647  
Email :Piergiuseppe.Fortunato@unctad.org
110. Dr Mustafa Sadni Jallab  
Chef d'Unité OMC  
Genève  
Email :Mustapha.Sadnijallab@wto.org

**UNIVERSITES/ UNIVERSITIES**

111. Université Mohammed V -Souissi  
Prof. Ghoufrane Azzedine  
Doyen - Faculté des Sciences Juridiques,  
Économiques et Sociales  
Rabat, Maroc  
Tel : +2125371719  
Email : ghoufraneaz99@hotmail.com  
Institut des Etudes Africaines
112. M. YahiaAbou El Farah  
Directeur  
Email : abouelfarah@yahoo.fr



113. Ms. Khadija Boutkhili  
Enseignante Chercheur, IEA  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Email : k\_boutkhili@hotmail.com

114. Ms. Fatima Zohra Azizi  
Professeur Chercheur, IEA  
Email : fatimaz.aziziz@gmail.com

#### **Institut Supérieur International de Tourisme de Tanger**

115. Ms Khadija Askour  
Enseignante Chercheur  
Tanger  
Email : dijaskour@gmail.com

#### **EMPLOYERS' ORGANIZATIONS UTICA**

116. Mme Shéhérazade Belaïba Berrhouma  
Directrice Coopération Multilatérale  
Tél : +216 71 142 050  
Tunis (Tunisie)  
Email : s.belaiba@utica.org.tn

#### **AGENCES DE COOPERATION/ COOPERATION AGENCIES**

##### **Agence Japonaise de la coopération internationale**

117. Mme Khadija El Baakili  
Chargée de programmes  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Tél : 0537 27 65 95 / Fax : 0537 77 9592  
Email : AhabouneHouria.MO@jica.go.jp

#### **Affaires mondiales Canada**

118. Mr. Houssam Jedda  
Agent de développement  
Ambassade du Canada au Maroc  
Rabat (Maroc)  
Tél : +212 5 37 54 48 65  
Email : Houssam.Jedda@international.gc.ca

#### **INSTITUTIONS PUBLIQUES/ PUBLIC INSTITUTIONS**

##### **BANK AL-MAGHRIB**

119. M. Zhani Ahmed  
Economiste Spécialiste  
Rabat (Maroc)  
Fax : 0537 574111  
Email : a.zhani@bkam.ma

120. M. Said El Hamine  
Rabat (Maroc)  
Tél : 0537 574119  
Email : s.elhamine@bkam.ma

#### **IRES**

121. M. Tawfik Mouline  
Directeur Général  
Institut royal des études stratégiques (IRES)  
Rabat (Royaume du Maroc)  
Fax: 05 37 71 37 91 / Email:  
contact@ires.ma

#### **SECTEUR PRIVE/ PRIVATE SECTOR**

##### **Schneider Electric**

122. M. Tahar Jebli  
Directeur Commercial Distribution  
Casablanca, Maroc  
Tél : +212 05 22 97 79 00  
Email : tahar.jebli@schneider-electric.com

#### **MEDIA**

123. M. Yazid Ferhat  
Journaliste  
Maghreb Emergent - Algérie  
Tel : (+213) 21 78 24 45  
Email : y.ferhat@maghrebemergent.info

124. M. Ibrahima Dia  
Directeur Général - Mauritanie  
Financial Afrik  
Tel : +22245241094  
Email : Ibrahima.dia@financialafrik.com

125. Mr. Hussein Tarek  
Deputy Editor in Chief  
Head of the Diplomatic Dep.  
Al Ahrum Al Massai Newspaper  
Cairo, Egypt  
Fax : +2 02 257 86 833  
Email : telsonoty@yahoo.com

126. Mme Nadia Attia  
Journaliste  
Agence TAP - Tunis  
Tel : +216 71889 000  
Email : nadiattia@yahoo.fr

#### **CONSULTANTS**

127. M. El-Mokhtar Cheikh Ould Sghair  
Tanger (Maroc)  
Email : cheikhcmos@gmail.com

128. M. Abdoul Kane  
Nouakchott, Mauritanie  
Email : abdoul.dado@yahoo.fr

**SYSTEME DES NATIONS UNIES/  
UNITED NATIONS SYSTEM**

**UNIDO**

129. M. Jaime Moll De Alba  
Représentant de l'ONUDI au Maroc  
Rabat (Maroc)  
Tél : + 212 5 37 75 59 66 / 537 65 67 66  
Fax : + 212 5 37 63 27 87  
Email : office.marocco@unido.org

**UNHCR Maroc**

130. M. Anthony Berginc  
Chargé des Relations extérieures  
Rabat (Maroc)  
Email : berginc@unhcr.org  
Tél : +212 5 37 54 54 11

**UN-ESCWA**

131. Mr. Mohamed Chemingui  
Chief of Regional Integration Section  
Economic Development and Globalization  
Division  
Beirut, Lebanon  
Email: Cheminguim@un.org

**SECRETARIAT CEA – ADDIS ABEBA/  
ECA SECRETARIAT / ADDIS ABABA**

**African Climate Policy Center (ACPC)**

132. Mr. Johnson Nkem  
Senior Climate Adaptation Expert  
Email : jnkem@uneca.org
133. Mr. Ralid Ajabboune  
Expert on Energy and Climate change  
Email: RAjabboune@uneca.org

**Social Development Policy Division (SDPD)**

134. Ms. Iris Macculi  
Economic Affairs Officer  
Employment and Social Protection  
Social Development Policy Division  
(SDPD)  
Tel. +251-115445002  
Email : irism@uneca.org

**Strategic Planning and Operational Quality  
Division**

135. Ms. Josephine Marealle-Ulimwengu  
Chief, Programme Planning and Budgeting Section  
Phone: +251-11-544-3803  
Email: JMUlimwengu@uneca.org

136. M. Marlon Lezama  
Chief, Partnerships and Resource Mobilization  
Section  
Strategic Planning and Operational Quality Division  
Tel: +251 115443129  
Email: mlezama@uneca.org

**Macroeconomic Policy Division (MPD)**

137. M. Hopestone Kayiska Chavula, PhD  
Tel: +251 11 544 3455 (Dir)  
Fax: +251 111 551 1512 - Ext: 33455  
Email: HChavula@uneca.org

138. Ms. Megan Rees  
Translator  
UNECA, Addis Ababa  
Email : mrees.uneca.org

**Regional Integration and Trade Division (RITD)**

139. Mr. William Davis  
African Trade Policy Centre (ATPC), ECA  
Tel. +251- (0)11- 544 3253  
Email: wdavis@uneca.org, d.davis@un.org

**Capacity Development Division**

140. M. Joseph Atta-Mensah  
Capacity Development Division  
Tel : +251-11-5445379 - Fax : +251-11-5514461  
Email: jattamensah@uneca.org  
atta-mensahj@un.org

**Institut Africain de Développement Economique et de  
Planification (IDEP)**

141. Ms. Karima Bounemra Ben Soltane  
Directrice  
Dakar, Sénégal  
Tel: +221338231020  
Email: idep@unidep.org

142. Mrs. Catherine Lalyre Faye  
Training Division  
Dakar – Sénégal  
Tel : +221 33 823 10 20  
Email : c.lalyre@unidep.org

143. M. Mehdi Mehamha  
Consultant  
Dakar, Sénégal  
Tel : +221 33 829 55 05  
Email : m.mehamha@unidep.org

**SECRETARIAT CEA-RABAT/  
ECA SECRETARIAT / RABAT**

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord  
Tél : +212 537 71 78 29- 537 71 56 13  
Fax : +212 537 71 27  
Email : [srdc-na@uneca.org](mailto:srdc-na@uneca.org)  
Site web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

- 144. M. Nassim Oulmane, Directeur intérimaire
- 145. M. Gbaguidi Ochozias, Economiste
- 146. Mme Houda Mejri, Information Officer
- 147. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste
- 148. M. Zoubir Benhamouche, Economiste
- 149. M. Salem Sebbar, Knowledge Management Officer
- 150. Mme Marieme Bekaye, Economiste
- 151. M. Isidore Kahoui, Economiste
- 152. Mlle Houda Filali Ansary, Communication Officer

- 153. M. Aziz Jaid, Economiste
- 154. M. Ibrahim Ayoub, AAFO
- 155. M. Mohammed Mosseddek, Research Assistant
- 156. M. Lahcen Hmad, Admin Assistant
- 157. Mme Aouatif El Arroud, Finance Assistant
- 158. Mme Naima Sahraoui, Director Assistant
- 159. Mme Amal El Korchi, Procurement Assistant
- 160. M. Mamadou Diaw, IT Assistant
- 161. Mlle Samira Ezzine, Assistant
- 162. Mlle Fouzia Assou, Assistant
- 163. M. Driss Cherrabi, Service reproduction
- 164. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 165. M. Mrani Alaoui Hassan, Chauffeur
- 166. M. Abdelfettah Lotfi, Chauffeur
- 167. Mlle Andrea Mathez, Etudiant visiteur

## ANNEXE V - MOTION DE REMERCIEMENTS

### رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة صاحب الجلالة الملك محمد السادس

نحن المشاركون في أعمال الاجتماع الواحد والثلاثين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقد بالرباط، في الفترة ما بين 1 و4 آذار/مارس 2016، وعلى إثر انتهاء أعمال هذا الاجتماع، نرفع إلى مقامكم العالي عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها المملكة المغربية بمناسبة هذا اللقاء المبارك.

ويشرفنا أن ننهي إلى علم جلالتم أن هذا الاجتماع ناقش الأحوال الاقتصادية والاجتماعية التي سادت في المنطقة خلال سنة 2015. وفي هذا الصدد، تطرق الاجتماع لتطورات البيئة الاقتصادية والاجتماعية كما تناول حصيلة إنجاز برنامج عمل المكتب سنة 2015 والأجندات الإقليمية والدولية وغيرها من المبادرات الخاصة والإطار الاستراتيجي المقترح لفترة السنتين 2018-2019.

وتحور الاجتماع حول موضوع: **"الاقتصاد الأخضر، السبيل نحو تسريع التنمية الصناعية في شمال أفريقيا"**. ويندرج هذا الموضوع في سلسلة الدراسات التي شرعت فيها اللجنة الاقتصادية لأفريقيا منذ سنة 2012 حول محددات تحقيق التصنيع الأكثر استدامة في القارة الأفريقية، وهي مرحلة حتمية نحو بلوغ التحول الهيكلي والتنمية المستدامة للقارة جمعاء. كما تطرق الاجتماع هذه السنة من خلال اجتماع الخبراء المخصص في شكل مائدة مستديرة إلى مكانة ودور **"التصنيع عبر التجارة في شمال أفريقيا في سياق تعدد الاتفاقات"**. ويتعلق الأمر بتحديد الشروط اللازمة حتى يصبح تحرير التجارة عاملا جوهريا في تصنيع شمال أفريقيا وتحفيز التجارة البينية الأفريقية للمساعدة على بروز أقطاب نمو في القطاعات الصناعية الاستراتيجية. وناقش الاجتماع أيضا كيفية جعل الاتفاقات التفضيلية للجماعات الاقتصادية الإقليمية دعامة لتشجيع سلاسل القيمة الإقليمية.

وقد أصدر الاجتماع توصيات عملية هامة ترمي إلى التصدي إلى كافة التحديات داخل المنطقة وكذلك تشجيع نمو مدّر للمزيد من فرص العمل والازدهار الاقتصادي والاجتماعي، والحد من جميع أشكال التفاوتات، والتقليص من وقع المصدمات الخارجية، والتكيف مع تغير المناخ، وتعزيز التكامل الإقليمي.

وإذ نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، فإننا ندعو الله عز وجل أن يحفظكم ويرعاكم ويسدد خطاكم ويجعلكم ذخرا لبلدكم المضيف بمزيد من التقدم والازدهار تحت رعاية جلالتم السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.